



Remboursement de médicaments

24 nouveaux produits concernés

Comme déjà annoncé, vingt-quatre nouveaux médicaments ont été inscrits dans la nomenclature des médicaments remboursables.

Page 2

Algérie-France

La visite de Macron qualifiée «d'importante» par Paris

Page 3

Le salaire moyen de l'Algérien est de 39 900 DA

Disparités salariales entre le secteur public et privé



Le secteur privé ne paie pas assez ses employés et accuse, dans ce sens, un énorme creuset par rapport au secteur public. Et ce n'est surtout pas parce que ce dernier paie mieux, mais c'est plutôt les employeurs privés qui sous-paient leurs employés.

Page 3

Yémen

L'ex-président Saleh tué par les Houthis

Page 9



Equipements domestiques défectueux

Un système d'alerte mis en place prochainement

Les accidents domestiques sont responsables chaque année de centaines de victimes. La direction de la qualité et de la consommation au ministère du Commerce fait état, durant l'année en cours, de 1,360 000 million d'accidents domestiques provoqués majoritairement par du monoxyde de carbone et à l'origine de 132 décès.

Page 2

Stratégie touristique

Les infrastructures et la formation en priorité

infrastructures hôtelières devant porter la capacité d'accueil à 240 000 lits, contre 100 000 lits actuellement, et créer 99 000 emplois. 582 des projets agréés, dont le montant global s'élève à 1,1 milliard de dinars, sont déjà en cours de construction, avec à la clé 75 300 lits supplémentaires et la création d'environ 36 000 emplois directs. En tout, ce sont 110 projets qui devraient être achevés d'ici la fin de l'année. Le plan du ministère représente une avancée considérable pour le secteur touristique, les nouveaux lits permettant non seulement de renforcer la capacité d'accueil générale, mais également de faire baisser les prix et de diversifier l'offre hôtelière. Et pour cause ! La faible capacité hôtelière constitue depuis longtemps un obstacle majeur au développement du secteur. Selon les estimations publiées dans le rapport Compétitivité dans le secteur du

tourisme et des voyages 2017 du Forum Economique Mondial, l'Algérie compterait 0,1 chambre d'hôtel pour 100 habitants, se classant dans cette catégorie à la 111ème place sur 136 pays.

Du coup, pour le cabinet OBG, «l'annonce de ces nouvelles infrastructures arrive à point nommé dans la mesure où le pays enregistre un nombre croissant de visiteurs et où les prévisions annoncent une hausse soutenue des entrées de capitaux sur le moyen terme».

Par ailleurs, et dans son bilan annuel du secteur, le World Travel & Tourism Council (Conseil Mondial du Voyage et du Tourisme, WTTC) prévoit un retour des investissements dans les années à venir après un affaïssement en 2017, avec une hausse de 4,1% par an au cours des dix prochaines années.

Page 4



Par Amine Bensafi

Des investissements accrus dans le renforcement de la capacité hôtelière et dans les ressources humaines devraient stimuler la croissance du secteur touristique algérien, «à l'heure où le pays cherche à doper son nombre de visiteurs dans le cadre d'une stratégie globale de diversification de son économie». C'est ce que constate un récent rapport d'Oxford business group qui souligne que l'objectif du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, tourne autour de 1 812 projets de réalisation de nouvelles



Remboursement de médicaments

24 nouveaux produits concernés

Comme déjà annoncé, 24 nouveaux médicaments ont été inscrits dans la nomenclature des médicaments remboursables.



Par S. A. Mohamed

C'est ce qu'a affirmé, hier à Alger, le ministre du Travail, de l'Emploi, et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, rassurant les citoyens après des rumeurs sur un présumé retrait de certains de médicaments de cette liste. «Aucun médicament n'a été retiré de la nomenclature des médicaments remboursables. Au contraire, nous y avons ajouté 24 médicaments supplémentaires», a fait savoir M. Zemali à la presse, en marge de la cérémonie de lancement d'une session de formation au profit de cadres de la Société palestinienne de sécurité sociale. Rassurant les citoyens après des rumeurs évoquant la réduction de la nomenclature des médicaments remboursables, il a précisé que «seul la marque Aspegic pour enfant, qui est

notamment consommée par les hypertendus (adultes), est concernée par un changement en matière de remboursement». Le 28 novembre dernier, le directeur général de la Sécurité sociale, au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Djawad Bourkaïb avait déjà assuré qu'aucun médicament n'a été retiré de la liste des produits remboursables et 24 autres médicaments ont été ajoutés à cette liste. «L'actualisation de la liste des médicaments remboursables, consacrée par l'arrêté du 29 août 2017 modifiant et complétant l'arrêté du 6 mars 2008 fixant la liste des médicaments remboursables par la sécurité sociale, a concerné 24 nouveaux médicaments qui ont été ajoutés à la liste des produits remboursables», a précisé M. Bourkaïb dans une déclaration à l'APS, soulignant qu'«aucun médicament n'a été

retiré» de cette liste. Le même responsable a précisé que sur les 24 médicaments annexés à la liste des produits remboursables, 18 sont issus de la production nationale (75%) alors que six autres sont importés (25%), ajoutant que «les nouveaux médicaments remboursables au profit des assurés sociaux figurent notamment parmi les classes d'hormonothérapie, d'anti-asthmatiques, d'anti-hypertenseurs et d'anti-diabétiques oraux». D'autre part, M. Bourkaïb a souligné que «14 nouvelles conditions particulières ont été introduites pour le remboursement de certains médicaments qui étaient déjà remboursables». Par ailleurs, il a révélé que l'arrêté du 29 août 2017, modifiant et complétant l'arrêté du 6 mars 2008 fixant les tarifs de référence servant de base au remboursement des médicaments et les modalités de leur mise

en oeuvre, prévoit 28 nouveaux tarifs de référence concernant les nouveaux médicaments remboursables dont 20 (72%) tarifs de référence correspondent, soit aux prix proposés par les laboratoires, soit aux prix des équivalents existants sur le marché national». L'arrêté prévoit également 18 actualisations de tarifs de référence sur la base des principes appliqués depuis 2008, soit 14 tarifs de référence de classes thérapeutiques (anti-histaminiques, certains anti-hypertenseurs, le magnésium, l'anti-inflammatoire en gel et un corticoïde nasal) et quatre tarifs qui concernent de simples ajustements prenant en compte les prix existants sur le marché national. M. Bourkaïb a affirmé, toutefois, que l'entrée en vigueur de ces nouveaux tarifs de référence ne sera effective que dans trois mois. S.A.M.

Augmentation unilatérale du prix du pain

La majorité des boulangers n'ont pas adhéré

La majorité des boulangers dans la région ouest du pays n'ont pas adhéré à la décision unilatérale d'augmenter le prix de la baguette de pain de 10 à 15 DA, a-t-on constaté dimanche.

A l'exception de certains cas isolés observés dans les wilayas d'Oran, de Aïn Témouchent et, à un degré moindre, à El Bayadh où la baguette de pain ordinaire a été cédée à 15 DA, la quasi totalité des boulangers de la région ouest s'est abstenue de suivre le mouvement non réglementé de hausse du prix de ce produit.

Le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca) de la wilaya d'Oran, Mustapha Kazi Tani, a rejeté cette augmentation, décidée de «manière unilatérale» par certains boulangers, déclarant que «les revendications des boulangers sont certes légitimes, mais on se démarque totalement de cette décision unilatérale d'augmentation les prix de 10 à 15 DA».

Signalant que l'Anca qui dénombre quelque 340 boulangers affiliés, soit près de la moitié des boulangers de la wilaya d'Oran, il a indiqué que son association oeuvre en étroite collaboration avec la direction du commerce de la wilaya pour trouver une solution à ce problème.

Le directeur régional du commerce d'Oran, Fayçal Ettayeb, a déploré, pour sa part, une pratique «illégitime» menée par certains boulangers qui continuent d'afficher le prix de 15 DA non réglementé, notamment à Bir El Djir, soulignant qu'il est «inadmissible d'augmenter le prix de son propre chef».

De son côté, le directeur du commerce d'Oran, Ahmed Belarbi, a signalé la tenue d'une séance de travail dimanche avec les représentants des minoteries et des coopératives de céréales et de légumes secs et de boulangers affiliés à l'Ugca et à l'Anca pour débattre des problèmes d'approvisionnement en blé tendre et en farine.

A Tissemsilt, Tiaret, Tlemcen, Relizane, Mascara, Saïda, Tlemcen et Naâma, les boulangers ont respecté totalement le prix réglementé de la baguette de pain, a constaté l'APS.

R. N.

Equipements domestiques défectueux

Un système d'alerte mis en place prochainement

Par Karima Nacer

Les accidents domestiques sont responsables chaque année de centaines de victimes. La direction de la qualité et de la consommation au ministère du Commerce fait état, durant l'année en cours, de 1,360 000 million accidents domestiques, provoqués majoritairement du monoxyde de carbone et à l'origine de 132 décès.

Les accidents domestiques qui font beaucoup de victimes parmi les enfants et les personnes âgées, continuent de susciter l'intérêt des services de prévention. Ces accidents qui se produisent à l'intérieur des habitations font de nombreuses victimes, blessés et morts et ce, à cause du manque de précaution qui

se manifestent, entre autres, par des chutes, des brûlures, des décès par électrocution, etc. S'exprimant à l'émission L'Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne, le directeur de la qualité et de la consommation au ministère du Commerce, Sami Koli, considère à cet effet, utile de noter qu'«on ne peut obstruer des voies d'aération dans des domiciles. L'invité de la Chaîne III, qui se garde toutefois de relever que la conformité des appareils à gaz vendus à travers le pays relève étroitement des services du ministère du Commerce, fait état de la présence de 25 laboratoires et de 10 000 agents de contrôle de la qualité.

L'invité annonce, par ailleurs,

la mise en place, prochainement, d'un système d'alerte destiné à la prévention d'accidents provoqués par des équipements défectueux ou à des vices cachés de même qu'au signalement de produits alimentaires de mauvaise qualité. Il s'agit, explique-t-il, d'un mécanisme par le biais duquel les usagers pourront attirer l'attention des autorités sur des produits présentant un danger d'utilisation pour leur sécurité et leur santé.

A cet effet, l'intervenant fait part de nouvelles dispositions adoptées lors du dernier Conseil des ministres, tendant à préserver les droits des consommateurs et les moyens de lutte contre les pratiques commerciales déloyales, à travers une loi énon-

çant un ensemble de règles relatives à la protection du consommateur. Parmi les aspects développés dans cette loi, M. Sami Koli, cite la garantie du service après-vente, couvrant les véhicules automobiles et les équipements domestiques, le droit à la sécurité et la santé des utilisateurs, la conformité des produits vendus sur le marché, de même que l'hygiène et la salubrité des denrées alimentaires. Cette loi a vocation d'être appliquée, autant par les bureaux d'hygiène communaux que par les agents de contrôle du ministère du Commerce, ceux des Douanes nationales et des services de sécurité, signale encore l'intervenant. S'agissant du respect d'ap-

plication de ces dispositions, le directeur de la qualité et de la consommation au ministère du Commerce, indique que les organismes de contrôle ne sont pas à eux seuls habilités à protéger les intérêts du consommateur. «Il y a, une multitude d'intervenants sur le marché, à commencer par le consommateur lui-même», ajoute-t-il. Le même responsable qui dégage certaines des responsabilités des pouvoirs publics, rappelle qu'en 2017, il a été constaté 6 600 cas d'intoxications alimentaires, dont 73%, note-t-il, sont survenus lors des fêtes familiales, autant de situations qui échappent aux contrôles officiels, reconnaît-il.

K.N.

Le salaire moyen de l'Algérien est de 39 900 DA en 2016

Disparités salariales entre le secteur public et privé

Le secteur privé ne paie pas assez ses employés et accuse dans ce sens un énorme creuset par rapport au secteur public. Et ce n'est surtout pas parce que ce dernier paie mieux, mais c'est plutôt les employeurs privés qui sous-paierent leurs employés.



Par M. Ait Chabane

C'est ce qui ressort des chiffres communiqués par l'Office national des statistiques (ONS), qui démontrent, si besoin est, la précarité salariale dont souffre le monde du travail en Algérie. Le secteur de la construction, le plus employeur en Algérie, est au bas de l'échelle en matière de rémunération. Si le salaire mensuel net globalement est estimé à 39 900 DA, ce qui représente plus du double du Salaire national minimum garanti (Snmg), il n'en demeure pas moins que la différence entre les deux secteurs public et privé est très édifiante sur l'érosion des conditions socioprofessionnelles de pans entiers de travailleurs algériens, sachant que le secteur privé est

le plus gros employeur dans le pays. En effet, le salaire mensuel net dans le secteur public est estimé à 55 700 DA, soit nettement plus haut que celui perçu dans le secteur privé. Ces chiffres sont issus d'une enquête annuelle sur les salaires menée par l'ONS auprès de 545 entreprises publiques et de 242 entreprises privées de 20 salariés et plus (hors administration et agriculture). Les disparités salariales entre le secteur public et privé sont dues en partie à l'existence de certaines entreprises publiques importantes en termes d'effectifs avec un système de rémunération avantageux, explique l'Office. Outre les disparités entre le secteur public et privé, la différence salariale se fait gravement ressentir entre les différents secteurs d'activité, en ce sens que les hydrocarbures

et les finances paient beaucoup mieux que les autres. Les résultats de l'étude de l'ONS confirment encore que les activités pétrolières (production et services d'hydrocarbures) ainsi que les activités financières (banques et assurances) demeurent les secteurs qui paient le mieux : salaire net moyen de 102 000 DA/mois dans les industries extractives d'hydrocarbures et 59 700 DA/mois dans le secteur financier. Par ailleurs, les chiffres de l'ONS révèlent aussi que les secteurs de la construction, l'immobilier et services des entreprises représentent les salaires les plus bas de l'échelle, avec 30 400 DA pour le premier et 32 900 DA pour le second. Dans le secteur public, les traitements mensuels dans ces mêmes secteurs sont légèrement plus hauts

avec 35 700 DA pour le premier et 34 600 DA pour le second. En d'autres termes, le secteur de la construction et des travaux publics qui emploie la majorité de la main-d'œuvre nationale accuse une précarité salariale importante. En outre, les salariés les moins rémunérés dans les entreprises privées sont ceux des industries extractives (mines et carrières) avec 26 000 DA/mois, et de l'immobilier et services aux entreprises avec 27 800 DA. Il est aussi observé que les écarts de salaires selon la qualification et les secteurs d'activités sont dans certains cas assez élevés. En effet, le salaire des agents de maîtrise dans les activités liées aux hydrocarbures (où le personnel est très qualifié) est de 97 219 DA contre 35 522 DA dans le secteur de la construction. **M.A.C.**

Dimanche prochain

Le PLF 2018 devant le Conseil de la nation

L'Instance de coordination du Conseil de la nation a tenu dimanche une réunion au siège de l'institution parlementaire au cours de laquelle il a été décidé de la reprise des séances plénières dimanche 10 décembre pour la présentation et le débat du projet de loi de finances (PLF) 2018, a indiqué le Conseil de la nation dans un communiqué.

Lors de cette réunion, présidée par Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la nation, les membres de l'instance ont décidé de la reprise des séances plénières dimanche 10 décembre pour la présentation et le débat du projet de loi de finances 2018, a précisé la même source, ajoutant que la séance de lundi (11 décembre) sera consacrée à la poursuite du débat et à la réponse du ministre et celle de mercredi (13 décembre) au vote du texte.

Les membres de l'instance ont échangé leurs vues sur le projet de budget de fonctionnement du Conseil de la nation pour 2018. Ils ont en outre été tenus informés des préparatifs de la célébration du 20^e anniversaire de la création du Conseil de la nation qui sera placée sous le patronage du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a ajouté le communiqué.

Cette rencontre a été précédée d'une réunion du Bureau du Conseil de la nation sous la présidence de M. Bensalah qui a également rencontré les présidents des groupes parlementaires aux fins de concertation concernant la programmation et le déroulement des débats autour du PLF 2018 et la présentation du projet de budget du Conseil de la réunion pour le même exercice.

Le Bureau du Conseil de la nation a déclaré vacant le siège du sénateur de la wilaya de Boumerdès, Abdelkrim Slimani, pour cause de décès. Les membres de l'Instance de coordination du Conseil de la nation ont observé, en début de réunion, une minute de silence à la mémoire du sénateur décédé le 28 novembre 2017.

R. N.

Algérie-France

La visite de Macron qualifiée «d'importante» par Paris

La visite que devra effectuer demain le président français, Emmanuel Macron, en Algérie a été qualifiée lundi d'«importante» par Paris, d'autant qu'elle intervient à la veille de la réunion à Paris du Comité intergouvernemental de haut niveau (Cihn).

C'est la deuxième visite du président Macron en Algérie en une année après celle qu'il a effectuée en candidat à la présidentielle française au mois de février dernier au cours de laquelle il avait qualifié la colonisation de «crime contre l'humanité».

«C'est une séquence franco-algérienne qui va se dérouler cette semaine», a-t-on indiqué hier à l'Elysée, mettant en valeur «la profondeur et la densité des relations entre la France et l'Algérie, appe-

lées à se développer davantage», soulignant que la France «souhaite accompagner l'Algérie dans sa vision stratégique de développement».

Le président français qui sera accompagné du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et du ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, ainsi qu'un nombre d'élus, d'artistes, d'écrivains et de start-uppeurs, «aura à s'exprimer sur la coopération, les questions régionales et la question mémorielle», a-t-on précisé, affirmant que l'hôte de l'Algérie «veut marquer le soutien à plusieurs projets entre les deux pays avec une vision renouvelée et partagée de la coopération».

L'Elysée a indiqué que cette visite «sera suivie ultérieurement

par une autre d'Etat qui nécessite, elle, une préparation sans pour autant avancer de date, du fait de la place importante occupée par l'Algérie».

L'Algérie «occupe une place importante, une place de passerelle en Méditerranée et en Afrique. C'est un grand pays voisin avec qui nous souhaitons consolider nos relations en raison de sa place singulière», a-t-on souligné, notant que le président Macron «voulait effectuer cette visite rapidement pour montrer l'importance de ce pays».

Emmanuel Macron avait expliqué, en février dernier, que le partenariat franco-algérien «ne peut fonctionner qu'à une condition : celle de reposer sur des solutions partagées, sur des coopérations de terrain, autour de projets

concrets», estimant que «le moment était venu d'engager, aujourd'hui, notre histoire dans un nouveau pacte collectif».

En plus de la dimension économique qui va être abordée lors de cette visite, les dossiers du processus de paix au Mali et la sécurisation de la région du Sahel seront à l'ordre du jour, a-t-on précisé à l'Elysée, soutenant que la coopération entre la France et l'Algérie «doit aller plus loin».

L'Algérie «possède une expérience dans la lutte contre le terrorisme, notamment en ce qui concerne les filières terroristes, et contre le radicalisme qui intéresse la France», a-t-on affirmé, relevant «la qualité de partenariat dans ce domaine».

Dans un message adressé au président français, à l'occasion de

la fête du 14 Juillet, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait réitéré, rappelant-on, sa «pleine disponibilité» et sa «volonté résolue» à oeuvrer, avec lui, en vue de «consolider davantage la coopération entre l'Algérie et la France et de la porter à la hauteur de la dimension humaine et du partenariat d'exception que les deux pays ont décidé d'édifier ensemble».

Dans sa réponse, Emmanuel Macron avait salué «la vision et l'engagement décisif du Président Bouteflika pour le développement du partenariat d'exception qui unit l'Algérie et la France». «Jamais dans l'histoire, les liens entre nos deux pays n'ont atteint un tel niveau d'excellence et de densité», avait-il affirmé. **Reda A.**

Stratégie touristique

Les infrastructures et la formation en priorité

Des investissements accrus dans le renforcement de la capacité hôtelière et dans les ressources humaines devraient stimuler la croissance du secteur touristique algérien, «à l'heure où le pays cherche à doper son nombre de visiteurs dans le cadre d'une stratégie globale de diversification de son économie».



Par Amine Bensafi

C'est ce que constate un récent rapport d'Oxford business group qui souligne que l'objectif du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, tourne autour de 1 812 projets de réalisation de nouvelles infrastructures hôtelières devant porter la capacité d'accueil à 240 000 lits, contre 100 000 lits actuellement, et créer 99 000 emplois. 582 des projets agréés, dont le montant global s'élève à 1,1 milliard de dinars, sont déjà en cours de construction, avec à la clé 75 300 lits supplémentaires et la création d'environ 36 000 emplois directs. En tout, ce sont 110 projets qui devraient être achevés d'ici la fin de l'année. Le plan du ministère représente une avancée considérable pour le secteur touristique, les nouveaux lits permettant non seulement de renforcer la capacité d'accueil générale, mais également de faire baisser les prix et de diversifier l'offre hôtelière. Et pour cause ! La faible capacité hôtelière constitue depuis

longtemps un obstacle majeur au développement du secteur. Selon les estimations publiées dans le rapport *Compétitivité dans le secteur du tourisme et des voyages 2017* du Forum Economique Mondial, l'Algérie compterait 0,1 chambre d'hôtel pour 100 habitants, se classant dans cette catégorie à la 111^{ème} place sur 136 pays.

Du coup, pour le cabinet OBG, «l'annonce de ces nouvelles infrastructures arrive à point nommé dans la mesure où le pays enregistre un nombre croissant de visiteurs et où les prévisions annoncent une hausse soutenue des entrées de capitaux sur le moyen terme».

Par ailleurs, et dans son bilan annuel du secteur, le World Travel & Tourism Council (Conseil Mondial du Voyage et du Tourisme, WTTC) prévoit un retour des investissements dans les années à venir après un affaiblissement en 2017, avec une hausse de 4,1% par an au cours des dix prochaines années. Cette hausse des investissements devrait faire

passer la contribution du secteur aux investissements nationaux de son taux actuel de 2,5% à 2,8% d'ici 2027, poursuit le rapport. Les efforts déployés par l'Algérie pour attirer de nouveaux investissements dans le secteur touristique s'inscrivent dans la perspective d'une hausse anticipée des arrivées : 4,4 millions de touristes internationaux sont attendus en Algérie en 2027, contre 2,4 millions aujourd'hui, selon le Wttc. Les recettes totales devraient quant à elle atteindre 1 500 milliards de dinars (11,2 milliards d'euros), contre 1200 milliards de dinars (8,9 milliards d'euros) enregistrés l'an dernier.

Le Wttc note également que si la participation des recettes touristiques au PIB devrait évoluer à la baisse, passant de 7,4% à 6,8% au cours de la même période, cela est uniquement dû à une expansion attendue de l'économie du pays dans son ensemble et ne

En vue de la hausse prévue des arrivées, plusieurs grands aéroports algériens procèdent à des travaux de modernisation. On

sait qu'un nouveau terminal à l'aéroport Houari Boumediene d'Alger devrait entrer en service d'ici le deuxième trimestre de l'année prochaine, portant la capacité d'accueil annuelle totale à 10 millions de passagers, contre six millions actuellement. En outre, un nouveau terminal est en construction à l'aéroport Ahmed Ben Bella à Oran, avec une ouverture prévue en mars prochain, et une capacité annuelle qui passera de 2,5 millions à 3,5 millions de passagers. «Ces projets permettront à l'Algérie de renforcer sa capacité à accueillir des transporteurs internationaux», estime encore OBG.

Ce n'est pas tout. Les nouveaux projets d'infrastructures devraient entraîner la création de milliers d'emplois, si bien que le gouvernement s'attache actuellement à promouvoir le tourisme comme étant «un secteur porteur d'un considérable potentiel de création d'emplois». Le secteur touristique accorde donc désormais une attention accrue à la formation professionnelle, selon Lazhar Bounafaâ, P-DG du

Groupe Hôtellerie Tourisme et Thermalisme, cité par la même source, et le développement d'un capital humain qualifié est considéré comme «crucial» pour le futur développement du secteur.

«Il faut que le secteur développe les partenariats entre les secteurs public et privé en matière de formation et d'enseignement afin de générer une main-d'œuvre capable de développer des projets hôteliers et d'améliorer la productivité et la performance du secteur», a-t-il déclaré à OBG. L'importance de créer une main-d'œuvre qualifiée à tous les échelons a également été évoquée par les chefs d'entreprise interrogés par OBG dans sa toute nouvelle enquête Business Barometer: Algeria CEO Survey. Plus de 35% des cadres dirigeants interrogés ont cité l'aptitude à diriger une équipe comme étant la compétence la plus recherchée dans le monde du travail tandis que pour 30% les compétences en matière de gestion d'entreprise occupent la première place, devant l'ingénierie, la recherche et le développement. M. Bounafaâ a expliqué à OBG que l'objectif de renforcement des ressources humaines s'appliquait à tous les niveaux du secteur et que des activités telles que le service de chambre, la restauration, l'accueil et la gestion devraient toutes tirer profit de l'amélioration des normes de formation.

«Si les perspectives sont prometteuses pour le secteur du tourisme, le pays a encore des obstacles à surmonter afin de pouvoir transformer la hausse des investissements en croissance», estime-t-on plus loin. OBG y déclare aussi tout de go : «L'image de l'Algérie comme étant une destination potentiellement peu sûre - les gouvernements de certains marchés clés, tels que la France et les Etats-Unis, déconseillent les déplacements dans certaines zones du pays - décourage certains visiteurs potentiels». Pour tenter d'améliorer la situation, les autorités algériennes ont renforcé l'attention portée aux questions de sécurité, incitant au mois de septembre le ministère du Tourisme à exhorter la France à «réévaluer ses avertissements» aux voyageurs en Algérie.

Malgré cela, le nombre de visiteurs en provenance de France - le deuxième marché émetteur de touristes vers l'Algérie - n'a cessé de grimper ces dernières années, passant de 121 000 en 2014 à 169 000 l'année dernière. Quoi qu'il en soit...

A. B.

Depuis le début de l'année

2,1 millions d'Algériens en Tunisie

Par Rachid Chihab

Rien ne semble pouvoir empêcher le flux de touristes algériens qui se rendent en Tunisie. Depuis le début de l'année, la tendance haussière des entrées touristiques algériennes en Tunisie s'est confirmée davantage. En effet, le nombre d'Algériens qui ont visité la Tunisie durant la période allant du 1^{er} janvier au 20 novembre de cette année, a atteint le seuil de 2,1 millions.

D'après les statistiques données mercre-

di, par la ministre tunisienne du Tourisme et de l'Artisanat, Selma Elloumi, à l'Assemblée des représentants du peuple, 2,1 millions de touristes algériens se sont rendus en Tunisie entre le 1^{er} janvier et le 20 novembre 2017, contre 1,8 million pour toute l'année de 2016. Selon elle, les Algériens arrivent en tête du classement avec près de 33% de l'ensemble des entrées des touristes étrangers. L'année dernière, ils étaient 1,7 million de touristes algériens à se rendre en Tunisie. La ministre a indiqué dans son intervention que le secteur du tourisme a généré une recette de 2

524 millions de dinars tunisien équivalent à 936 millions d'euros, soit une évolution de 17% par rapport à la même période de 2016. L'année 2017 a également confirmé la reprise des marchés européens. Pour les prévisions, la ministre a affirmé que l'année 2018 sera prometteuse. Elle s'attend au retour massif des touristes européens. Elle indique que le nombre de touristes attendus pour l'année prochaine sera en augmentation de 25% pour la France, 130% pour le Royaume-Uni, 5% pour la Russie et 25% pour l'Allemagne.

Sur un autre plan, elle a précisé qu'un label qualité du tourisme tunisien a été élaboré avec le concours de l'Union européenne et a déjà été mis à l'épreuve du terrain avec une forte adhésion enregistrée auprès des professionnels du secteur. Elle a annoncé également, la poursuite du programme de mise à niveau de l'hôtellerie, à la lumière d'une nouvelle vision englobant l'ensemble des établissements touristiques privilégiant les normes immatérielles et la souplesse des procédures.

R. C.

Zones arides et semi-arides

Des Chinois pour améliorer les terres agricoles salines

Le décret présidentiel portant ratification du protocole d'accord algéro-chinois portant sur l'envoi d'une mission d'experts chinois en Algérie pour la réalisation de la deuxième phase du projet relatif à l'amélioration des terres agricoles salines a été publié dans le *Journal officiel* n°65.



Selon ce protocole d'accord, la partie chinoise enverra en Algérie sept experts chinois, pour travailler de manière permanente durant trois années, ainsi que 18 experts et techniciens chinois pour des visites de travail de courte durée. Ces sept experts chinois seront affectés au niveau du laboratoire central de l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (Inrra à Alger) et de la station expérimentale de cet institut dans la wilaya de Relizane.

Des formations seront organisées sur sites, au moment opportun, deux fois par an, au profit de 300 personnes, précise le protocole d'accord. Concernant le financement de ce projet, il est d'un montant de 16,03 millions de Yuans qui sera couvert par un don défini par un accord de coopération économique et technique signé en 2013 entre les gouvernements des deux pays. Tout en se basant sur les acquis techniques de la première phase du projet mise

en oeuvre entre 2012 et 2015 en coopération avec l'entreprise China agriculture international développement, la mission chinoise aura pour objectif, dans la deuxième phase, de poursuivre les travaux engagés et étendre les techniques d'aménagement des terres salines à travers des actions de démonstration, vulgarisation et de transfert de savoir-faire.

La partie chinoise est soumise à plusieurs obligations: Il s'agit d'envoyer sur le site du projet en Algérie une équipe de gestionnaires et d'experts pour préparer le programme de travail et assurer la gestion et l'exécution des activités prévues.

Elle devra également fournir, entre autres, les appareils d'analyse chimique des sols, le matériel d'irrigation par aspersion et celui du système goutte à goutte pour l'expérimentation et la démonstration, et les produits d'amendements des sols salins, les engrais chimiques, les pesticides ainsi que les outils et machines agricoles et les espèces de culture desti-

nées à l'expérimentation en coopérant avec les institutions algériennes concernées.

En outre, elle prendra en charge le paiement des experts chinois (salaires payés en Chine...), leur voyage international aller-retour entre la Chine et l'Algérie ainsi que le logement et le transport lors de leur séjour en Algérie.

Pour ce qui est des obligations de la partie algérienne, elle devra préparer le programme des activités à mener en commun accord avec les partenaires chinois et désigner des gestionnaires algériens (quatre personnes comprenant coordinateurs, responsable technique et chercheurs) pour participer à la mise en oeuvre du projet et à l'accomplissement de toutes les tâches du projet en collaboration avec l'équipe chinoise. Elle est également appelée à mettre à la disposition du projet le personnel algérien (chercheurs, techniciens, gestionnaires, ouvriers...) et à fournir les machines, les équipements

et les outils nécessaires.

Elle doit aussi assister la partie chinoise dans l'identification des exploitations agricoles, dans la région de H'madna (Relizane), appelées à collaborer avec le projet pour y installer les parcelles de démonstration technique. La partie algérienne est aussi tenue d'assister la partie chinoise pour remplir les formalités nécessaires à l'introduction légale des espèces de culture destinées à l'expérimentation.

Pour rappel, une extension considérable de la salinisation des terres agricoles est constatée depuis plusieurs années, particulièrement dans les zones arides et semi-arides du pays.

Actuellement, la superficie affectée par la salinisation à l'échelle nationale représente 600 000 ha dont 18 000 ha dans la wilaya de Relizane et autant à Mostaganem.

Le non-traitement de ce phénomène entraîne une stérilisation définitive des sols affectés au détriment de l'agriculture.

R. F.

Station de fret de l'aéroport Mohamed Kheider «Un acquis pour promouvoir l'exportation hors hydrocarbures»

■ La station de fret de l'aéroport international Mohamed Kheider de Biskra à partir de laquelle le premier contingent de produits agricoles a été exporté vers l'Europe constitue un «acquis pour la promotion de l'exportation hors hydrocarbures» a considéré dimanche après-midi à Biskra le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane.

M. Zaâlane qui était accompagné du ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, Abdelkader Bouazghi a indiqué dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail dans cette wilaya que le début du service dans cette structure représente «une valeur ajoutée» dans le système de fonctionnement de cet établissement aéroportuaire et «contribuera à la concrétisation sur le terrain de l'objectif national de l'exportation hors hydrocarbures».

Cette réalisation réussie grâce aux efforts colossaux consentis avec les producteurs et le ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche fera de Biskra «un pôle agricole» et permet ainsi «l'exportation des produits agricoles conformément aux normes requises», a ajouté M. Zaâlane.

Cette mesure tant attendue par les agriculteurs contribuera également à «l'allègement des charges et la réduction des coûts de l'exportation», a souligné le ministre, précisant que cela constitue «un début», en attendant la réception «prochainement» d'une station similaire dans la wilaya d'El Oued.

Au cours de sa visite dans la wilaya, le ministre a inspecté plusieurs projets relevant de son secteur à l'instar du chantier de réalisation d'un doublement entre Sidi Okba et Biskra sur 15 km et le doublement de 15,6 km reliant Biskra dans la wilaya d'El Oued.

M. Zaâlane qui a revalorisé la contribution des entrepreneurs qui ont pris l'initiative de réaliser bénévolement des projets, a indiqué que son département oeuvre à payer la totalité des créances des entreprises «avant la fin de l'année».

R. N.

Selon Abdelkader Bouazgui Le produit agricole local est capable de concurrencer le produit étranger

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a affirmé, dimanche à Biskra, que les programmes de développement agricole menés depuis 2000 et le professionnalisme acquis par les agriculteurs ont permis de relever le niveau du produit agricole «en quantité et qualité» le rendant capable de concurrencer le produit européen.

«L'Algérie qui importait beaucoup de produits agricoles dont la pomme de terre, la tomate et le piment exporte aujourd'hui ces mêmes produits ce qui traduit les pas importants accomplis par le secteur national de l'agriculture», a indiqué M. Bouazgui qui a présidé en compagnie du ministre des Travaux Publics et du Transport, Abdelghani Zaâlane, le départ de la première cargaison de dattes et légumes à la station d'embarquement de l'aéroport international Mohamed Khider.

Cette première opération d'exportation à partir de l'aéroport de Biskra sera suivie par d'autres avec une moyenne de deux opérations par semaine, a indiqué le ministre de l'Agriculture assurant les moyens nécessaires seront mis en place pour renforcer le positionnement de la production nationale sur le marché mondial.

Au second jour de sa visite dans la wilaya de Biskra, M. Bouazgui a inspecté une ferme avicole d'un investisseur privé dans la région de Sérana dans la commune de Sidi Okba et un abattoir à El Allia au chef-lieu de wilaya.

Il a également visité en compagnie du ministre des Travaux Publics une exploitation agricole privée à Meziraâ distante de 60 km à l'est de Biskra.

Sur site, M. Bouazgui a affirmé que l'Etat algérien oeuvre constamment à soutenir les agriculteurs afin d'accroître la production nationale en quantité et qualité.

R. N.

Prix du pétrole

Le Brent ouvre la semaine à plus de 63 dollars

Les prix du pétrole reculaient lundi en cours d'échanges européens alors que la force du dollar pesait sur le cours du baril, qui a profité sur les dernières séances du renouvellement anticipé de l'accord de baisse de production de l'Opep. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 63,30 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 43 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de janvier cédait 56 cents à 57,80 dollars.

«Les cours ont reculé après les

niveaux atteints vendredi, au lendemain de l'extension des baisses de production de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et de ses partenaires, car la force du dollar rend le prix du baril plus élevé pour les investisseurs utilisant d'autres devises que le billet vert», a expliqué un analyste.

L'Opep et ses dix partenaires, dont la Russie, ont renouvelé leur accord jusqu'à fin 2018 afin de poursuivre leur effort de rééquilibrage du marché, une décision largement anticipée par les investisseurs mais qui a permis aux prix de grimper en novembre.

Cependant, «maintenant que l'incertitude qui entourait la décision de l'Opep

s'est évaporée, le marché va se focaliser sur la hausse de la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis», ont prévenu des analystes.

Les entreprises privées américaines ne sont pas tenues par l'accord, et pourraient au contraire profiter de la hausse des prix du baril pour lever des fonds et lancer de coûteuses extractions de pétrole de schiste.

Selon le dernier décompte hebdomadaire de Baker Hughes (entreprise privée de services pétroliers), le nombre de puits actifs aux Etats-Unis a encore grimpé, de 2 à 749 vendredi, ont commenté des analystes.

R. N.

Lutte contre le sida

90% des malades algériens ont accès au traitement

Le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Djamel Fourar, a affirmé dimanche, que l'Algérie a réalisé un des objectifs de développement durable (ODD, 2016-2030) de l'Organisation des Nations unies (ONU), en garantissant l'accès au traitement à près de 90% des personnes atteintes par le virus de l'immunodéficience humaine VIH/sida.



« **G**race aux efforts consentis par les pouvoirs publics, l'Algérie a réussi à réaliser un des ODD de l'ONU, en garantissant l'accès au traitement à près de 90% des personnes atteintes par le VIH, tout en aspirant à réaliser l'objectif lié au dépistage précoce des porteurs du virus, et son éradication à l'horizon 2030», a indiqué le même responsable lors d'une rencontre, organisée par le ministère de la Santé en coordination avec le Programme des Nations unies sur le Sida (Onusida) à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le Sida (1^{er} décembre).

L'Etat «a intensifié la réalisation de centres de dépistage, passant de huit dans les années 1990 à 15 centres au cours des dernières années, outre la réalisation de 15 pôles nationaux de

lutte contre la transmission mère-enfant du VIH (Ptme), et l'ouverture d'autres services de dépistage à travers le territoire national», a ajouté M. Fourar, soulignant que l'Algérie est pionnière dans la région Mena en matière de lutte contre le sida, a-t-il dit, ajoutant qu'à ce titre, elle a abrité plusieurs rencontres régionales du programme onusien de lutte contre cette maladie.

Le même responsable a ajouté que l'Etat a mobilisé un milliard de DA dans le cadre de l'application de la stratégie nationale de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles (MST), enveloppe à laquelle s'ajoute les aides octroyées par le Fonds international de lutte contre le VIH, relevant à ce propos que «tous ces efforts s'inscrivent dans un cadre multisectoriel visant à améliorer les soins et assurer une prise en charge

sans distinction des personnes atteintes par le sida, pour parvenir à endiguer la pathologie à l'horizon 2030».

Pour sa part, la directrice régionale d'Onusida pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (Mena), le Pr. Yamina Chakkar, a salué les efforts déployés par l'Algérie en matière de lutte contre le sida, en particulier la gratuité des soins dont bénéficient a-t-elle dit, «toutes les franges de la société, y compris les migrants se trouvant dans son territoire». Elle a rappelé à cette occasion que «l'un des défis majeurs rencontrés par la région Mena en matière de lutte contre le sida, est la stigmatisation et la marginalisation dont souffrent les personnes atteintes du virus», mettant en avant la nécessité de «renforcer les politiques nationales» dans ce domaine.

Par ailleurs, les associations d'aide aux malades du sida ont plaidé pour la défense du droit des malades aux soins, relevant que l'Etat «a assuré la gratuité des soins et a ouvert plusieurs centres de dépistage, mais certaines spécialités comme la gynécologie, la chirurgie générale et la chirurgie dentaire demeurent interdites aux personnes atteintes par le virus, qui se voient exclues dès qu'ils se déclarent porteur du virus».

Les représentants de ces associations, ont appelé à la nécessité de «renforcer la prévention, particulièrement parmi les jeunes, ces derniers étant les plus exposés au virus», soulignant l'importance de «permettre aux personnes atteintes par le virus de jouir de leur droit aux soins dans les secteurs publics et privés».

Reda A.

Journée Internationale des personnes handicapées

Ooredoo et Faph pleinement engagés aux côtés des personnes handicapées

Ooredoo, entreprise citoyenne et fidèle à ses engagements, célèbre, en partenariat avec la Fédération algérienne des personnes handicapées (Faph), la Journée internationale des personnes handicapées du 3 décembre.

Pour marquer cette journée mondiale, Ooredoo et la Faph ont organisé conjointement le lundi 4 décembre 2017 à Alger, une rencontre sous le slogan «Tous ensemble pour ne laisser personne de côté», ayant regroupé une centaine de personnes vivant avec différents handicaps et leurs familles, en présence de la présidente de la Faph, Mme Atika El Mameri et de M. Ramdane Djezaïri, directeur opérationnel chargé des relations publiques et médias, représentant M. Hendrik Kasteel, le directeur général de Ooredoo.

Dans son intervention, intitulée «Acquis et perspectives en matière de droits des personnes handicapées et rôle de Ooredoo dans l'accompagnement de la Faph», Mme El Mameri a rappelé l'importance de l'implication de l'ensemble des citoyens et acteurs de la société civile pour améliorer le quotidien des personnes handicapées. Pour sa part, M. Djezaïri, a mis en avant l'engagement indéfectible de Ooredoo pour accompagner la Faph dans ses projets d'amélioration des conditions de vie des personnes handicapées visant à leur garantir une meilleure insertion sociale et professionnelle.

Depuis 2015, Ooredoo est fier d'accompagner en tant que partenaire la Faph, un mouvement national militant pour l'égalité des chances et la promotion des droits des personnes handicapées.

Ce partenariat prévoit, notamment la réalisation d'un projet d'accompagnement à l'autonomie et à la scolarisation des enfants handicapés.

Dans la continuité de la célébration de cette journée et afin de sensibiliser les citoyens autour de l'insertion sociale et professionnelle des personnes vivant avec un handicap, Ooredoo a lancé une campagne de communication diffusée à travers la presse écrite, la radio et le Web mettant en exergue leur rôle déterminant et leur apport dans l'édification de l'Algérie.

La responsabilité sociétale de l'entreprise est l'une des valeurs les plus importantes de Ooredoo. C'est pour cela que le soutien au mouvement associatif occupe une place importante dans la politique citoyenne de l'entreprise.

C'est ainsi que Ooredoo a octroyé, en 2014, des aides financières aux associations œuvrant dans l'insertion des personnes handicapées, notamment moteurs, non-voyants, sourds d'Algérie, trisomiques et handisport. Aussi, Ooredoo a organisé, en mars dernier, en partenariat avec la Faph une journée de sensibilisation sur le dépistage précoce du cancer du sein.

Il y a lieu de noter qu'en cette journée mondiale des personnes handicapées du 3 décembre, placée cette année 2017 sous le slogan «Vers une société durable et résiliente pour tous», l'ONU prône l'importance d'offrir à ces personnes l'accès à l'emploi et aux formations, à l'éducation, à la mobilité, à la sécurité routière, à la culture, aux loisirs, à la santé...

Cette journée est une occasion de faire appel à tous les acteurs afin que ces personnes s'impliquent dans la société pour atteindre l'objectif d'un développement durable.

Communiqué

Haut commissariat à l'amazighité

Publication de deux ouvrages

Deux ouvrages fraîchement publiés par le Haut commissariat à l'amazighité (HCA) sont venus enrichir le paysage livresque de la langue amazighe. Il s'agit du *Grand dictionnaire français-tamazight* de Abdelhafid Idres et d'une traduction de *Les armes de la liberté*, mémoires de Mohamed Boudaoud, dit Si Mansour, membre de l'Armée de libération nationale (ALN).

Le *Grand dictionnaire français-tamazight* du chercheur indépendant Abdelhafid Idres est, en effet, une édition augmentée d'un dictionnaire qu'il a déjà publié en 2003 avec la collaboration de Rabah

Madi. Avec cette nouvelle édition de 65 000 mots, le dictionnaire représente une ressource lexicographique et terminologique assez précieuse dans un contexte où le tamazight, langue officielle depuis l'adoption de la nouvelle Constitution en 2016, est de plus en plus présent au sein des institutions étatiques, d'où la nécessité de disposer de dictionnaires riches et exhaustifs pour faciliter la traduction et permettre l'amazighisation de l'environnement institutionnel. Ce nouvel ouvrage lexicographique est le fruit de plusieurs années d'efforts et de recherche, durant lesquelles Abdelhafid Idres

a collaboré avec un grand nombre de chercheurs dans le champ linguistique amazigh, dont le linguiste Yacine Zidane du Département de langue amazighe de l'université de Tizi Ouzou, pour la collecte du plus grand nombre possible de mots attestés dans sa région natale, la Kabylie.

En plus d'un nombre important d'unités lexicales attestées collectées sur le terrain, le dictionnaire est basé sur une riche bibliographie dictionnaire couvrant pratiquement tous les principaux dialectes amazighs (dont, entre autres, le chaoui, kabyle, rifain, chleuh, touareg, etc...)

Aussi, et avec le concours des éditions Rafar, le HCA vient d'éditer la version amazighe des mémoires du commandant de l'ALN, Mohamed Boudaoud, dit Si Mansour, responsable du Département de la logistique et de l'armement-ouest du ministère de l'Armement et des liaisons générales (Malg).

L'ouvrage *Les armes de la liberté* ou *Imrigen n tlelli* en amazigh, lève le voile sur un pan entier de l'histoire de la glorieuse Révolution nationale, notamment celle liée à la question de l'approvisionnement des maquis en armes.

La traduction de Takfarinas Naït Chabane est accessible de par l'usage d'un lexique qui n'a fait appel à aucun moment au néologisme.

A travers les 165 pages des mémoires de Si Mansour, le lecteur fera des rencontres inédites via les sentiers menés par des hommes qui ont marqué à jamais l'histoire de l'Algérie combattante.

Le récit est accompagné de photos témoins d'une époque douloureuse certes, mais imprégnée par la sincérité de l'action et la conviction de la mission à accomplir.

R. N.

Au sein d'un établissement scolaire à Aïn Defla

Ouverture d'une classe intégrée au profit des autistes

Une classe intégrée au profit d'élèves autistes a été ouverte dimanche au niveau d'un établissement scolaire de Aïn Defla, portant à huit, le nombre total des structures du même genre, a-t-on constaté.



Les classes intégrées dont la première a été inaugurée en 2016 à Aïn Defla sont destinées aux enfants dont la déficience mentale est jugée légère, a indiqué le directeur de l'action sociale (DAS), Achour Meheni, à l'issue de la visite effectuée par le wali de Aïn Defla à l'école primaire Larbi Hadj Sadok (au sein de laquelle cette classe a été ouverte) à l'occasion de la journée mondiale des personnes aux besoins spécifiques. L'entrée en activité de cette structure fait passer le nombre total des enfants autistes pris en charge au niveau des classes intégrées à 84, a signalé M. Meheni, affirmant que les élèves bénéficient des avantages sociaux (primes et transports scolaire notamment) au même titre que les autres élèves scolarisés.

Tout en relevant que dans un souci d'ordre purement pédagogique permettant d'optimiser le rendement des enseignants, le nombre des élèves par classe ne saurait dépasser 10, le même responsable a fait part d'un encadrement composé essentiellement de psychologues et d'éducateurs spécialisés. Selon des éducateurs spécialisés chargés de l'accompagnement et de l'éducation des élèves, le programme mis en place a été adapté au handicap des enfants, soulignant que la prise en charge serait incomplète sans une réelle coordination avec les parents. Le wali de Aïn Defla, Azziz Benyoucef, a instruit les responsables de la DAS et de la direction de l'éducation de mettre en place un programme visant à recenser les élèves atteints de déficience mentale

légère dans l'optique de l'ouverture d'une classe intégrée au niveau de chaque commune. Il est clair que l'ouverture de structure de ce genre soulagera les enfants atteints de cette pathologie de même qu'elle mettra du baume au cœur de leur parents qui n'ont pas été épargnés par les vicissitudes de la vie, a-t-il observé. Auparavant, le wali de Aïn Defla, Benyoucef Azziz, s'est rendu au centre psychopédagogique pour enfants inadaptés mentaux situé à la sortie ouest du chef-lieu de wilaya. Au niveau de la salle d'adaptation sportive, le wali a assisté à une partie de l'activité des encadreurs basée essentiellement sur l'aspect psychomoteur, un volet nécessaire à l'insertion sociale, ont estimé des spécialistes présents sur place.

Outre des entraînements

que les effectueront au niveau de la piscine de l'Opow de Aïn Defla, des sorties, notamment vers le centre hippique de la ville seront effectuées au profit des élèves dans le but de les familiariser avec le monde extérieur, selon le DAS.

D'une capacité de 120 pensionnaires, le centre reçoit des élèves âgés de 4 à 20 ans dont des enfants atteints de trisomie 21 ou d'IMC ainsi que ceux présentant un retard mental, affirme Bidouani Aïcha, psychologue clinicienne au centre, qui fait état de 39 cas faisant l'objet d'une prise en charge extérieure.

Des équipements et des appareils destinés aux sourds-muets ainsi que des fauteuils roulants ont été offerts aux pensionnaires du centre dans une ambiance empreinte de convivialité.

H. L.

Sidi Bel Abbès

Six interventions chirurgicales effectuées par laparoscopie

Un staff médical spécialisé a effectué, jeudi à l'établissement hospitalier spécialisé en gynécologie obstétrique à Sidi Bel Abbès, des interventions chirurgicales par laparoscopie avec télédiffusion, a-t-on constaté.

Ces interventions retransmises en direct à partir du bloc opératoire vers la salle de conférences ont été suivies par des gynécologues de plusieurs wilayas de l'ouest du pays, en présence de professionnels du secteur de la santé et de journalistes.

Le Dr Aboubekr Fadlallah, gynécologue à cet EPH a indiqué qu'une équipe chirurgicale est affectée pour ce genre d'interventions, notamment pour le traitement des kystes ovariens, en rappelant les avantages de cette technique qui permet à la malade de quitter l'hôpital en un temps court.

L'intervenant a souligné que ces opérations par laparoscopie sont menées par des techniques et matériels dotés de caméras permettant aux gynécologues de les suivre à distance pour s'enquérir des étapes suivies et d'expliquer les technologies adoptées.

Des gynécologues formés à Sidi Bel Abbès et qui exercent actuellement dans d'autres wilayas sont invités pour renforcer leurs connaissances dans le cadre de la formation continue, a-t-on fait savoir.

Cette manifestation scientifique a vu la participation de 50 gynécologues obstétriciens des établissements hospitaliers de l'ouest du pays, qui ont débattu des préoccupations des spécialistes exerçant notamment dans les zones éloignées.

K. M.

L'OMS déplore

Les progrès dans la lutte contre le paludisme stagnent

Les progrès dans la lutte contre le paludisme ont stagné, après un succès mondial sans précédent, déplore l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans un rapport mondial sur le paludisme 2017 publié mercredi dernier.

On estime à 5 millions le nombre de cas supplémentaires de paludisme en 2016 par rapport à 2015. Les décès dus au paludisme sont de l'ordre de 445 000, un chiffre comparable à celui enregistré l'année précédente, précise le rapport. « Ces dernières années, nous avons réalisé des progrès importants dans la lutte contre le paludisme », a déclaré le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. « Nous sommes maintenant à un tournant. Sans action urgente, nous risquons de revenir en arrière et de manquer les objectifs mondiaux de lutte contre le paludisme pour 2020 et au-delà ». La Stratégie technique mondiale de lutte contre le paludisme préconise des réductions d'au moins 40% des taux d'incidence et de mortalité du paludisme d'ici 2020. Selon le dernier rapport sur le paludisme de l'OMS, le monde n'est pas en voie d'atteindre ces objectifs cruciaux.

Un problème majeur est lié à l'insuffisance des financements au niveau national et international, ce qui entraîne des lacunes importantes dans la couverture des moustiquaires imprégnées d'insecticide, des médicaments et d'autres outils vitaux.

Globalement, 2,7 milliards de dollars ont été investis dans les efforts mondiaux de lutte contre le paludisme et d'élimination du paludisme en 2016. Ce chiffre est nettement inférieur à l'investissement annuel de 6,5 milliards de dollars requis pour atteindre les objectifs en 2030 de la Stratégie mondiale de lutte contre le paludisme. Alors que le taux de nouveaux cas de paludisme a globalement diminué, depuis 2014, la tendance s'est stabilisée et même inversée dans certaines régions. Les taux de mortalité dus au paludisme ont suivi une tendance similaire. La région africaine continue de recenser environ 90% de tous les cas de paludisme et de décès dans le monde. 15 pays - tous sauf un en Afrique subsaharienne - portent 80% du fardeau mondial du paludisme.

L. S.

Pays en développement

Un médicament sur dix est de qualité inférieure ou falsifié

D'après les nouveaux travaux de recherche menés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), un médicament sur 10 en circulation dans les pays à revenu faible ou intermédiaire est, selon les estimations, soit de qualité inférieure, soit falsifié.

Cela signifie que les patients prennent des médicaments qui ne peuvent ni traiter ni prévenir la maladie. Il s'agit non seulement d'un gaspillage d'argent pour les personnes et les systèmes de santé qui achètent ces produits, mais les produits médicaux de qualité inférieure ou falsifiés peuvent aussi entraîner de graves maladies, voire des décès.

« Les communautés les plus vulnérables sont les premières touchées par les médicaments de qualité inférieure ou falsifiés », déclare le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, cité dans un communiqué publié jeudi.

Depuis 2013, l'OMS a reçu 1 500 signalements de cas de produits de qualité inférieure ou falsifiés. Parmi ceux-ci, les antipaludiques et les antibiotiques sont les plus fréquemment cités. La plupart de ces signalements (42%) venaient d'Afrique subsaharienne, 21% des Amériques et 21% de la Région européenne.

Cela n'est sans doute que la partie émergée de l'iceberg et de nombreux cas ne sont probablement jamais signalés. Ainsi, seuls 8% des cas de produits de qualité inférieure ou falsifiés notifiés à l'OMS provenaient de la région du Pacifique occidental, 6% de la Méditerranée orientale et pas plus de 2% de la région de l'Asie du Sud-Est.

« Un grand nombre de ces produits, tels que les antibiotiques, sont vitaux pour la survie et le bien-être des populations », rappelle le Dr Mariangela Simao, Sous Directrice générale chargée du Groupe

Accès aux médicaments, vaccins et produits pharmaceutiques à l'OMS. « Non seulement les médicaments de qualité inférieure ou falsifiés ont un impact tragique sur les patients pris individuellement et leurs familles, mais ils représentent aussi une menace en termes de résistance aux antimicrobiens, venant aggraver une tendance préoccupante, à savoir des médicaments dont le pouvoir de guérison s'amenuise ». Avant 2013, il n'existait pas de mécanisme mondial de notification de telles informations. Depuis que l'OMS a mis en place le système mondial de surveillance et de suivi des produits médicaux de qualité inférieure et falsifiés, de nombreux pays signalent désormais activement les médicaments, les vaccins et les dispositifs médicaux suspects. L'OMS a formé 550 spécialistes de la réglementation dans 141 pays pour détecter ce problème et y répondre.

K. M.

Alger

Treize édifices emblématiques et patrimoniaux seront illuminés



Un Total de treize édifices emblématiques et patrimoniaux situés au cœur de la wilaya d'Alger vont être bientôt habillés en lumière dans le cadre de la mise en valeur des monuments urbains par la lumière artificielle, a-t-on appris dimanche auprès des services de wilaya.

La mise en lumière des édifices consiste à orner des monuments par la lumière artificielle et par des phénomènes d'animation culturelle contribuant à transformer le paysage nocturne de la ville en un théâtre urbain permanent par le biais d'équipements sophistiqués et de haute technologie.

"Un total de 13 édifices emblématiques et patrimoniaux de la wilaya d'Alger à l'instar des mosquées Djamaa El Kbir et Djamaa El Jdid, l'APN, le Sénat et la Grande Poste seront habillés, au fur et à mesure, de lumière dans le cadre du plan d'embellissement de la wilaya d'Alger", a indiqué à l'APS le conseiller auprès du comité d'embellissement de la

capitale, Mohamed Maachouk.

Des études ont été déjà entamées pour la mise en lumière de ces édifices et seront soumises à la validation à la mi-décembre avant le lancement de ces travaux, a-t-il ajouté, précisant qu'à chaque fois qu'une étude pour un édifice est finalisée, les travaux sont lancés juste après afin de "gagner du temps".

Ces édifices dont le Théâtre national algérien Mahiédine Baachtarzi (TNA) seront illuminés du coucher du soleil jusqu'au lever du jour (horloge astronomique), a précisé M. Maachouk.

"Bien que faisant partie des 13 monuments par la mise en lumière après validation des études s'y référant, Makam Echahid a été privilégié à l'occasion du 63ème anniversaire de la guerre de libération nationale (1er novembre) en étant le premier édifice à être illuminé en un temps record", selon M. Maachouk.

"L'étude pour la mise en lumière de Makam Echahid a été réalisée par un bureau d'étude français, spécialisé dans le domaine avec le concours de l'Etablissement de réalisation et de maintenance de l'éclairage public de la wilaya d'Alger (ERMA) lequel a réalisé les travaux sur le terrain dans les délais prévus", a-t-il souligné.

Le Directeur général de l'ERMA, Abderazak Bendjani a fait observer que le partenaire français a conçu, dans le cadre de mise en lumière de Makam Echahid et d'une grande partie de la basilique de Notre Dame d'Afrique, l'étude et a fourni les équipements (projecteurs sophistiqués) pour que cette opération soit possible.

Après la mise en lumière de ces deux derniers dont les travaux d'installation sont en cours, les boulevards donnant sur le front de mer de Grande Poste jusqu'au TNA bénéficieront de la même opération, a-t-il indiqué.

Grâce à ce système de mise en lumière, une grande anima-

tion va être créée dans les grands boulevards d'Alger à partir de 20h00 et va permettre aux activités nocturnes et aux différents divertissements de se développer, selon lui, regrettant par ailleurs l'inexistence en Algérie de spécialistes dans la gestion et l'entretien de ces systèmes sophistiqués.

A cet effet, il a annoncé que huit ingénieurs algériens allaient bénéficier prochainement d'une formation très approfondie prodiguée par le bureau d'étude français (concepteur du système et fournisseur des équipements) dans le but de maîtriser la maintenance des équipements installés, de pouvoir détecter les pannes qui vont surgir sur le réseau et de maîtriser la technique pour changer le thème ou le scénario de la mise en lumière de l'édifice.

"Ces huit ingénieurs vont devenir, plus tard, des formateurs afin que cela soit pris en charge de "façon totale" par les experts algériens, a-t-il déclaré.

K. A.

Ghardaïa

Une vingtaine de projets dégelés

Une vingtaine de projets relevant des secteurs de l'éducation et des ressources en eau dans la wilaya de Ghardaïa, antérieurement gelés, viennent d'être relancés à travers les 13 communes de la wilaya, a-t-on appris dimanche auprès de la wilaya.

Les projets concernés, et qui avaient été gelés pour des raisons financières, sont la construction et l'équipement de lycées de 1.000 places pédagogiques avec installation sportive à Zelfana et El Atteuf, un lycée de 800 places à Berriane, la réalisation et l'équipement de trois collèges d'enseignement moyen (CEM) avec demi pensionnat à Guerrara, Berriane, et El-Atteuf, a détaillé à l'APS le chargé de la planification et du suivi budgétaire à la wilaya.

La levée de gel a également touché huit groupements scolaires à El-Atteuf, Oued N'Chou (Ghardaïa), Zelfana, Guerrara, Chaâbet El-Hamra (Daya Ben Dahoua)

Hassi El-Gara (El-Menea), Bounoura et Berriane ainsi que la réalisation et l'équipement de deux postes transformateur au profit du cycle secondaire, l'aménagement et la réhabilitation des établissements scolaires du cycle moyen, y compris le chauffage et la climatisation, a-t-il fait savoir.

Les études de réalisation et le choix des assiettes foncières devant accueillir ces projets ont déjà été effectués, ce qui va permettre de lancer les chantiers de ces structures dans les plus brefs délais, a-t-il ajouté.

Selon le responsable, la levée du gel concerne également le secteur hydraulique, précisément le raccordement de la zone des sciences, qui empiète sur les deux communes de Bounoura et El-Atteuf, au collecteur principal des eaux usées, le lancement des études de réalisation des stations de traitement des eaux usées dans les communes de Zelfana, Seb-Seb, Mansoura et Hassi-Lefhal ainsi

qu'une station de traitement des eaux usées dans la zone urbaine de Bouhraoua dans la commune de Ghardaïa.

Ces projets à très forte valeur ajoutée écologique, permettent la dépollution des eaux usées avant déversement dans le milieu naturel et la réutilisation des eaux traitées pour l'irrigation agricole.

Il est prévu également la réhabilitation de la digue de Touzouz, située sur le lit de l'oued M'zab en amont, a-t-on fait savoir.

Pas moins de 2,5 milliards DA, puisés du Fonds spécial de développement des régions du Sud (FSDRS) et du programme sectoriel de développement (PSD), ont été mobilisés pour concrétiser ces projets visant l'amélioration des conditions de vie de la population de la wilaya.

D'autres projets touchant le secteur de la santé seront également concernés par le dégellement rassurent les responsables de la wilaya.

T. K.

Oiseaux migrateurs Plus de 10 espèces recensées à Illizi

■ Pas moins de 10 espèces d'oiseaux migrateurs ont été recensées depuis le début du voyage saisonnier de ces oiseaux dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris lundi auprès des services de la conservation locale des forêts (CF).

Les équipes de la conservation ont découvert, au niveau de la région de Tinemri, réputée pour ses plans d'eau et ses lacs, de nombreuses espèces d'oiseaux migrateurs en transit dans la région, dont l'échasse blanche, l'avocette élégante et la chouette, a-t-on précisé au service de la protection végétale et animale.

L'échasse blanche, déjà baguée, a révélé, après diffusion de son image sur le réseau mondial de l'avifaune, que son départ a été de la région de Camargue (France), une zone aux plans d'eau abondants, a-t-on fait savoir.

L'opération de recensement se poursuit pour toucher les autres zones de prédilection des oiseaux migrateurs, dont celle d'Ihrir, offrant des plans d'eau et un climat propice et classée zone humide sur la liste de la convention de Ramsar, en sus des zones d'Ifrni et d'Imihrou.

Les services des forêts de la wilaya d'Illizi ont reçu de nombreux messages d'encouragement des institutions d'information locales et internationales concernées par le monde des oiseaux et du réseau mondial des oiseaux migrateurs, notamment après la découverte de la chouette.

Ces services ont été dotés dernièrement d'une série d'équipements techniques très développés susceptibles de faciliter la mission de recensement et le traitement des dossiers ayant trait au secteur.

T. K.

Protection civile à Guelma

Une colonne mobile renforce les moyens d'intervention

■ Une colonne mobile est venue renforcer les moyens d'intervention des services de la protection civile en matière d'extinction des feux de forêts dans la wilaya de Guelma, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de la protection civile (DPC).

L'acquisition de ce nouvel équipement intervient dans le cadre de l'application des directives du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et la Direction générale de la protection civile, suite aux incendies de la dernière saison estivale marquée par la destruction de 5.900 hectares de couvert végétal, a-t-on expliqué à la cellule d'information et de communication de la DPC.

La wilaya de Guelma a été dotée d'équipements, en l'occurrence des camions légers, moyens et lourds, réservés à cette colonne qui sera opérationnelle l'été prochain à travers l'ensemble du territoire de la wilaya, mais aussi au bénéfice des wilayas limitrophes en cas de sinistre.

Les feux de forêt signalés dans la wilaya de Guelma, durant la saison estivale 2017, ont nécessité l'intervention de plusieurs colonnes mobiles de wilayas limitrophes à l'instar de celles des wilayas d'Annaba, de Batna et de certaines régions dans l'Ouest du pays, a-t-on signalé.

O. B.

Yémen

L'ex-président Saleh tué par les Houthis

Les rebelles houthis au Yémen ont affirmé hier que l'ex-président Ali Abdallah Saleh - avec lequel ils étaient entrés en conflit la semaine dernière - avait été tué lors de combats dans la capitale Sanaa.



« Le ministère de l'Intérieur (contrôlé par les rebelles) annonce la fin de la milice de la trahison et la mort de son chef (Ali Abdallah Saleh) et d'un certain nombre de ses éléments criminels », a dit la chaîne de télévision des Houthis, Al-Massira, en citant un communiqué.

La mort de l'ancien président, âgé de 75 ans, n'a pas été immédiatement confirmée par son parti, le Congrès populaire général (CPG), ou par des proches.

Des photos et des vidéos,

apparemment filmées par des rebelles, ont circulé sur les réseaux sociaux, juste avant l'annonce des Houthis, montrant ce qui semble être l'ancien président, apparemment sans vie, avec une profonde entaille à l'arrière de la tête.

Une vidéo l'a montré transporté dans une couverture fleurie, les traits figés, et la chemise ensanglantée.

Un photographe de l'AFP a pu s'approcher de la résidence de l'ancien président à Hadda, quartier du sud de la capitale, mais n'a pas pu y entrer.

Il a constaté que la résidence avait été endommagée par

des combats.

Ali Abdallah Saleh a présidé le Yémen pendant 33 ans avant de céder le pouvoir en 2012 sous la pression de la rue.

Il s'est allié en 2014 avec les rebelles chiites houthis, soutenus par l'Iran, pour prendre le contrôle de Sanaa avant d'annoncer ces derniers jours la rupture de cette alliance. Des responsables Houthis l'avaient ensuite menacé de mort.

La crise entre M. Saleh et les Houthis pour le contrôle des finances et le partage du pouvoir, aggravée par des

souçons de contacts secrets entre l'ex-président et Riyad, a dégénéré dans la capitale yéménite qu'ils contrôlaient ensemble depuis plus de trois ans.

Des combats ont éclaté entre ces alliés, faisant au moins 100 morts ou blessés de part et d'autre depuis mercredi dernier, selon une source sécuritaire et des sources hospitalières.

Dans un coup de théâtre, M. Saleh s'était dit prêt samedi à ouvrir «une nouvelle page» avec les Saoudiens qui étaient devenus ses ennemis ces dernières années. **AFP**

Syrie

19 civils tués dans des frappes sur la Ghouta orientale

« Au moins 19 civils ont été tués et des dizaines blessés dimanche dans des frappes aériennes sur la Ghouta orientale, région rebelle assiégée proche de Damas, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Les raids les plus meurtriers ont frappé la ville de Hamouria, tuant 13 civils dont cinq enfants, a précisé l'Observatoire, une ONG basée en Grande-Bretagne qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays en guerre.

D'autres frappes aériennes sur les villes d'Arbin, Beit Sawa et Misraba ont fait six morts parmi les civils, dont deux femmes et deux enfants.

Selon l'Observatoire, le bilan des morts pourrait s'alourdir en raison du nombre élevé de blessés graves.

A Hamouria, un photographe de l'AFP a vu des hommes portant le corps d'une victime enveloppé dans une couverture, dans une rue jonchée de débris.

Les frappes semblaient avoir touché un modeste quartier résidentiel, dans une zone où se trouvaient des petits commerces, entièrement recouverts de poussière en raison des bombardements.

Les victimes ont été transportées dans une clinique voisine, a constaté ce photographe. Dans une autre salle de cette clinique, le corps sans vie et couvert de poussière d'un garçon gisait dans une mare de sang. Assiégée depuis 2013 par le régime de Bachar al-Assad, la Ghouta orientale fait partie des quatre zones dites de «désescalade» mises en place cette année dans certaines régions du pays en vue d'instaurer

une trêve. Malgré cela, le régime a intensifié depuis la mi-novembre ses frappes contre cette région, où quelque 400 000 habitants subissent déjà de graves pénuries de nourriture et de médicaments.

Jeudi, l'ONU a lancé un vibrant appel pour évacuer 500 malades de la Ghouta orientale, jugeant la situation «catastrophique».

Le régime de Damas avait accepté la semaine dernière un cessez-le-feu dans la région avant de nouveaux pourparlers sous l'égide de l'ONU à Genève. Mais les frappes ont repris et 11 civils ont été tués samedi.

La guerre en Syrie a fait plus de 340 000 morts depuis son déclenchement en mars 2011 avec des manifestations antigouvernementales réprimées dans le sang. **AFP**

Pakistan

Visite du secrétaire américain à la Défense

Le secrétaire américain à la Défense, Jim Mattis, a entamé hier une visite au Pakistan sur fond de tensions entre les deux pays, ont rapporté des médias. M. Mattis doit notamment rencontrer, lors de sa première visite dans le pays, le Premier ministre pakistanais Shahid Khaqan Abbasi et le commandant des armées, le général Qamar Javed Bajwa. Cette visite survient sur fond de tensions entre les deux pays, et au moment où les Etats-Unis demandent depuis des mois à Islamabad de combattre les groupes d'insurgés sur son sol et qui combattent les forces de l'Otan en Afghanistan.

«La première chose que je ferai sera d'être à l'écoute. Mon but est de trouver un terrain d'entente», a déclaré Jim Mattis à des journalistes.

Fin novembre, les relations diplomatiques entre les deux pays ont connu une grave crise après la libération par la justice pakistanaise de Hafiz Saeed, l'un des responsables présumés des attentats de Bombay.

«Si le Pakistan ne prend pas les mesures légales pour arrêter Saeed et l'inculper pour ses crimes, son inaction aura des répercussions sur les relations bilatérales et la réputation du Pakistan dans le monde», avait mis en garde la Maison-Blanche dans un communiqué. Fin octobre, le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson avait effectué une brève visite au Pakistan. Le président américain, Donald Trump, a accusé en août Islamabad de jouer un «double jeu» en Afghanistan et d'abriter sur son sol des «agents du chaos». **R. N.**

Transfert de l'ambassade américaine à El Qods

Mise en garde contre les conséquences du projet

Le projet «sérieusement envisagé» de transférer l'ambassade des Etats-Unis à El Qods continue de susciter des réactions parmi les Palestiniens qui mettent en garde contre «une nouvelle Intifadha» ce qui compromettrait le processus de paix au Moyen-Orient.

Sur le plan international, des appels ont été lancés pour le respect du consensus international portant le statut du troisième lieu saint de l'islam.

Selon des médias américains, le président américain Donald Trump prononcera mercredi 6 décembre un discours dans lequel il annoncera la reconnaissance d'El Qods comme «la capitale d'Israël» et le déménagement de l'ambassade américaine à El Qods.

M. Trump avait promis durant sa campagne électorale en 2016 de transférer l'ambassade américaine à El Qods avant de revoir sa carte en juin : «Je veux donner sa chance au processus de paix avant de déménager l'ambassade à El Qods».

Pour rappel, une loi du Congrès américain adoptée en 1995, stipule que la représentation diplomatique de Washington en Israël doit se trouver à El Qods.

Mais, depuis deux décennies, une clause dérogatoire, signée tous les six mois par tous les présidents américains successifs, permet à l'exécutif américain de bloquer son application. La prochaine échéance intervient lundi, selon le département d'Etat américain qui a réaffirmé vendredi qu'aucune décision n'avait été prise.

Mercredi dernier, la Maison Blanche avait jugé prématurées des informations selon lesquelles Washington s'apprêtait à annoncer le transfert à El Qods. Mais le vice-président américain, Mike Pence qui ira à El Qods mi-décembre, a réaffirmé cette semaine que le transfert était «sérieusement envisagé». **T. N.**

RDC

HRW accuse Kabila d'avoir recruté des ex-rebelles du M23 pour mater des manifestations

Human Right Watch accuse le régime du président congolais Joseph Kabila d'avoir recruté des ex-miliciens du M23 pour réprimer les manifestations de décembre 2016 en République démocratique du Congo, une répression qui a fait des dizaines de morts.



"Des officiers supérieurs des forces de sécurité en République démocratique du Congo ont mobilisé plus de 200 anciens combattants rebelles du M23 venant des pays voisins", affirme HRW dans un rapport publié lundi.

Les 19-20 septembre 2016, puis les 19-20 décembre 2016, des Congolais ont manifesté pour demander au président Kabila de quitter le pouvoir à la fin de son deuxième et dernier mandat, intervenue le 20 décembre 2016 selon la Constitution.

Des dizaines de personnes -62,

d'après le rapport de HWR- sont mortes dans la répression de ces manifestations.

Les miliciens du M23, qui ont rendu les armes en novembre 2013, avaient été actifs dans les régions du Kivu (est) où ils avaient notamment occupé Goma fin 2012.

"Des officiers supérieurs des forces de sécurité congolaises ont recruté des combattants du M23 dans des camps militaires et de réfugiés en Ouganda et au Rwanda voisins", affirme HRW.

"Après avoir été transférés en RD Congo, les combattants du M23 ont été déployés dans la capitale, Kinshasa, ainsi qu'à Goma et à Lubumbashi. Les forces de sécurité leur ont donné des uniformes neufs et des armes et les ont intégrés dans la police, l'armée et la Garde républicaine, le détachement de la sécurité présidentielle", selon le groupe de défense des droits de l'homme, témoignages à l'appui.

"De nombreux combattants du

M23 ont été déployés pour faire la guerre à ceux qui voulaient menacer le maintien au pouvoir de Kabila", a raconté un combattant du M23 à Human Rights Watch.

"Nous avons reçu l'ordre de tirer immédiatement à la moindre provocation des civils", a expliqué un autre.

"Les officiers congolais ont renvoyé les combattants du M23 recrutés en Ouganda et au Rwanda à la fin du mois de décembre 2016 et au début du mois de janvier 2017", selon HRW qui affirme que "beaucoup ont été à nouveau conduits en RD Congo entre mai et juillet et ont été envoyés à Kisangani (nord-est)".

A la suite des violences de septembre et décembre 2016, la majorité et l'opposition avaient conclu un accord sous l'égide de l'épiscopat le 31 décembre, qui prévoyait des élections au plus tard en décembre 2017.

La commission électorale a finalement annoncé le 5 novembre un calendrier qui reporte les élections présidentielles, législatives et locales au 23 décembre 2018.

Le Rassemblement de l'opposition, principale force politique anti-Kabila, rejette ce calendrier et demande une "transition sans Kabila" après le 31 décembre.

Organisées à l'appel du Rassemblement de l'opposition contre le calendrier électoral, des manifestations le 30 novembre ont été systématiquement et immédiatement réprimées par les autorités qui les avaient interdites. Bilan: un mort.

Le Rassemblement de l'opposition appelle à une nouvelle journée de manifestation le 19 décembre, un an après les violences de 2016

"Les conclusions du rapport s'appuient sur plus de 120 entretiens", dont neuf avec des officiers des forces de sécurité congolaises "ainsi que 21 combattants et leaders politiques du M23", selon HRW.

AFP

Trois morts dans le déraillement d'un train

Trois personnes sont mortes dans la nuit de samedi à dimanche dans le déraillement d'un train de passagers dans le centre de la République démocratique du Congo, a-t-on indiqué de sources officielles locales.

L'accident a eu lieu dans la province du Kasaï central, à 70 km du chef-lieu Kananga.

"Le train a déraillé vers 3 heures du matin. Deux femmes et un enfant qui ont tenté de sauter ont été malheureusement écrasés", a indiqué l'administrateur du territoire de Demba, Joachim Likaka, à la presse.

Les déraillements sont fréquents dans l'immense RDC en raison de la vétusté des ferrées et des locomotives.

En novembre, 35 personnes étaient mortes dans le déraillement d'un train de marchandises, qui transportait aussi des passagers clandestins fautes d'autres moyens de locomotion, dans la province de Lualaba dans le Katanga.

R. A.

Libéria

L'impasse électorale, la nouvelle plaie de l'économie

Le Liberia n'avait vraiment pas besoin de ça. Après les ravages de l'épidémie d'Ebola et la chute des cours des matières premières, l'économie de ce pays africain, l'un des plus pauvres du monde, subit le contrecoup de l'imbroglio juridico-électoral.

Les commerçants de Monrovia, la capitale, qui voient leur clientèle les fuir dans l'attente de jours meilleurs, espèrent que la décision attendue la semaine prochaine de la Cour suprême leur apportera un peu de soulagement.

La haute juridiction doit statuer sur les recours de candidats arrivés derrière le sénateur et ex-star du foot George Weah au premier tour de l'élection présidentielle le 10 octobre, qui réclament l'annulation des résultats.

Le second tour, prévu le 7 novembre entre George Weah et le vice-président Joseph Boakai, a

été reporté sine die par la Cour suprême qui avait enjoint la Commission électorale d'examiner d'abord le recours du candidat arrivé troisième, avec 9,6% des voix, Charles Brumskine, auquel s'est joint M. Boakai.

"Tout stagne à présent", soupire Christopher Pewee, 32 ans, un vendeur de tongs de toutes les couleurs du marché "Red Light" de Paynesville, le plus grand du pays. "L'élection est suspendue, les affaires aussi sont suspendues, nous ne savons pas ce qu'il se passe dans ce pays".

"Personne n'achète, les gens gardent leur argent", regrette une autre commerçante, Ruth Wollie, 45 ans. "Arriver à vendre pour 1.000 dollars libériens (environ 6,7 euros) par jour est devenu très difficile pour nous".

Facteur aggravant, la dépréciation du dollar libérien par rapport au dollar américain, devise également utilisée dans toutes

les transactions à côté de la monnaie nationale, et dans laquelle se négocient les importations, alors que le pays achète à l'étranger l'essentiel de ses produits alimentaires.

Ces dernières semaines, le taux est passé de 110 à 130 dollars libériens pour un dollar américain.

Ils nous font souffrir

Beatrice Harris, une commerçante, en veut aux responsables politiques qui se sont engagés dans ce marathon juridique.

"Ils pensaient que c'était pour notre bien, mais ce n'était que pour le leur", estime-t-elle. "S'ils nous aimaient en tant que Libériens, ils comprendraient ce que cela signifie de venir au marché pour ne pas même trouver de quoi nourrir son enfant, ils nous font souffrir".

Les observateurs internationaux ont jugé le déroulement du vote largement crédible, malgré

des problèmes d'organisation et de longs retards relevés pour désigner le successeur d'Ellen Johnson Sirleaf, première femme élue à la tête d'un Etat africain.

Si la Cour suprême fait droit au recours, la NEC devra organiser une nouvelle élection dans un délai de 60 jours. A contrario, si elle le rejette, un second tour devra se tenir, nécessairement un mardi, selon la Constitution.

Si l'impatience de la population joue en faveur de George Weah, qui a appelé ses partisans au calme et à ne pas céder aux "provocations" pendant le déroulement de la "phase juridique de l'élection", à plus long terme l'incertitude risque de peser sur les perspectives économiques du pays, quel que soit le vainqueur.

"La réputation de notre pays est attaquée. Notre économie est sous pression", a prévenu Mme Sirleaf le 7 novembre, date à laquelle aurait dû se tenir le second

tour. L'imbroglio juridico-électoral fait peser des incertitudes sur la première transition démocratique depuis trois générations dans ce petit pays anglophone d'Afrique de l'Ouest de 4,7 millions d'habitants, ravagé de 1989 à 2003 par l'une des plus atroces guerres civiles du continent, qui a fait quelque 250.000 morts.

"En période électorale, en particulier dans des pays africains, les investisseurs potentiels veulent savoir à qui ils auront affaire, s'il (le nouveau président) appliquera une politique qui aura des répercussions sur leurs investissements", explique l'économiste Ansu Sunii, également membre de la campagne de George Weah.

Dans le doute "ils jouent la prudence" et diffèrent leurs investissements, souligne l'expert, évoquant le risque d'une rechute, alors que le pays tente péniblement de sortir de la récession.

AFP

Pour lutter contre le braconnage

Le Gabon pose des colliers sur ses éléphants

■ Le Gabon a récemment entamé un programme de pose des colliers sur les éléphants du parc national de l'Ivindo au nord du pays, pour lutter contre le braconnage dont cette espèce protégée est devenue la cible, à cause du trafic illicite très rentable de l'ivoire.

Le projet exécuté par l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN), vise notamment à surveiller les pachydermes marqués, mais également, de pouvoir collecter un ensemble d'informations sur les attitudes et habitudes de ces derniers (parcours, rythme de déplacements, zones d'aliments...).

"En cas de cessation de mouvements de l'animal, une alerte est donnée au centre des opérations de l'ANPN", indique un communiqué de l'ANPN.

Le Gabon regroupe une importante population d'éléphants de forêt. La plus importante en Afrique, selon plusieurs spécialistes. Ces éléphants sont cependant souvent victimes de braconnage à cause de leur ivoire. Les saisies des pointes d'ivoires auprès des trafiquants sont très fréquentes.

R. N.

Les Philippines, futur califat de l'organisation Etat islamique?

De nombreux responsables, aussi bien occidentaux qu'originaires de la région, ont été tentés de crier victoire à la suite de la reprise de villes importantes, comme Mossoul et Raqqa, après quatre années de domination de Daech.

Par Patrick B. Johnston et Colin P. Clarke,

Mais il est trop tôt pour se réjouir, car l'organisation État islamique réfléchit déjà à ses options de redéploiement et les Philippines pourraient bien être son nouveau fief. L'archipel est, certes, éloigné du berceau du groupe né au Moyen-Orient, mais les djihadistes y ont déjà contrôlé une ville pendant trois mois et sa reprise a coûté cher à l'armée philippine. L'histoire du militantisme islamique aux Philippines remonte aux années 1970. À cette époque, le Front Moro de libération nationale affronte le gouvernement de Manille pour acquérir plus d'autonomie. Après plusieurs scissions, l'une de ses branches crée en 1984 le Front Moro islamique de libération, qui mène une insurrection de faible intensité dans tout le sud des Philippines. Une autre organisation islamiste, le groupe Abu Sayyaf, fondé au début des années 1990, entretient des liens avec al-Qaïda et d'autres groupes islamistes d'Asie du Sud-Est comme la Jemaah Islamiyah.

L'organisation État islamique n'a commencé à vraiment s'intéresser aux Philippines qu'en 2016, lorsque son califat au Moyen-Orient a été mis à rude épreuve. Par ailleurs, alors que plusieurs factions philippines ont prêté allégeance à Daech, l'organisation ne les a pas reconnues en retour comme des wilayas, ou franchises. Dans une vidéo produite fin 2016 par son agence de presse aux Philippines, l'organisation État islamique a reconnu la relation formelle qu'entretenaient sa base et les djihadistes philippins, sans pour autant proclamer de

wilaya.

La bataille de Marawi

Les djihadistes du sud-est asiatique ont peu d'expérience des combats avec l'organisation État islamique. Si quelque 1.600 combattants d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est ont rejoint Daech en Irak et en Syrie, ils ne représentent que 5% des combattants étrangers de l'organisation, qui seraient environ 30.000, selon The Soufan Center, une société de conseil internationale.

Alors qu'ils ont reçu nettement moins d'attention que les membres des autres groupuscules ayant prêté allégeance à l'organisation État islamique, notamment de Libye, du Sinaï et d'Afghanistan, les djihadistes philippins se sont pourtant emparés de Marawi, la plus grande ville de la région autonome du Mindanao, qui compte 200.000 habitants. Et bien que leurs factions n'aient jamais obtenu le statut de wilayas, les liens idéologiques qu'ils entretiennent avec l'organisation État islamique sont peu à peu devenus plus tangibles. Dans un premier temps, la contre-offensive menée par l'armée philippine n'a pas permis à cette dernière de reprendre Marawi à la coalition informelle de groupes djihadistes, comprenant le groupe Abu Sayyaf Group et le groupe Maute, qui avait pris la ville. Les combattants ont pu résister aux assauts de l'armée grâce au soutien matériel de Daech, qui leur aurait envoyé près de deux millions de dollars.

La tentation de l'extrémisme

Les Philippines sont un terrain idéal pour l'organisation État islamique, qui cherche à tirer profit des différends ethniques et sectaires existants, puisque les musulmans du sud sont en conflit ouvert avec les chrétiens du nord à prédominance catholique. Malgré les violents assauts et l'importante force de frappe de l'armée philippine, les djihadistes ont pu conserver le contrôle sur la ville pendant plus de trois mois, ce qui a été d'autant plus impressionnant que la force de contre-insurrection comprenait des forces d'élite formées par les États-Unis et, semble-t-il, des soldats américains déployés en toute discrétion sur le terrain.

La situation sur le terrain dans le sud des Philippines reste incertaine. Le 17 octobre, soit le lendemain de l'élimination d'Isnilon Hapilon et d'Omar Maute, les deux principaux chefs djihadistes à Marawi, le président philippin Rodrigo Duterte a annoncé que la ville avait été «libérée». Néanmoins, la menace sécuritaire et la crise humanitaire qui s'annoncent risquent de compliquer sérieusement les



efforts de reconstruction de Marawi.

Dans le même temps, il faut s'attendre à ce que la population soit de plus en plus tentée par l'extrémisme en réaction à la campagne antiterroriste sanglante menée par le gouvernement, ce qui pourrait mettre en péril le processus de paix entamé entre Manille et le Front Moro islamique de libération. Enfin, des experts suspectent Duterte d'avoir gonflé le nombre de morts dans le camp djihadiste lorsqu'il a proclamé la libération de Marawi; des combattants auraient simplement fui vers des zones où ils sont soutenus par la population et s'y seraient regroupés pour se préparer à de nouveaux combats.

Un foyer de violence

Marawi pourrait être un avant-goût de ce qui se prépare. Maintenant que ses fiefs du Moyen-Orient ont été détruits, Daech va certainement se fragmenter et se tourner vers de nouvelles régions, de l'Asie du Sud-Est à l'Afrique subsaharienne. Les combattants étrangers venus en Irak et en Syrie deviendraient alors le noyau dur de mouvements élargis dans leurs régions d'origine. Son califat ayant été réduit à néant, il est possible que l'organisation État islamique revoie sa stratégie et reconnaisse officiellement de nouvelles franchises afin de renflouer et de redonner de l'éclat à sa marque.

L'Asie du Sud-Est est depuis longtemps un foyer d'islamisme et de violence. Ainsi, c'est d'Indonésie, le pays comptant le plus de musulmans au monde, qu'étaient originaires les responsables d'al-Qaïda avant les attaques du 11-Septembre. Plus récemment, les autorités ont procédé à un nombre croissant d'arrestations d'islamistes en lien avec des projets d'attaques terroristes. Pour autant, le nombre de djihadistes combattant activement et susceptibles de retourner aux Philippines ou dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est est relativement faible par rapport à ceux des autres régions comme l'Afrique du Nord. Néanmoins, alors que l'organisation État islamique recule au Moyen-Orient, les Philippines pourraient constituer une porte de sortie utile à l'organisation.

Il est fort probable que les Philippines deviendront la destination privilégiée de Daech en raison de leur importante population musulmane, de la présence de mouvements islamistes violents et non violents, de la perméabilité de leurs systèmes financiers formels et informels, de leurs institutions locales faibles et de la présence, à leur tête, d'un président et d'une administration ayant mené un combat à Marawi qui a fait des dizaines de victimes et forcé des centaines de milliers de personnes à fuir.

Patrick B. Johnston et Colin P. Clarke

Etats-Unis : à Bakersfield, des «familles brisées» par les violences policières

■ Le 13 novembre 2014, James De la Rosa, 22 ans, a été abattu par des policiers de Bakersfield, ville rurale au cœur de la Californie. Il n'avait ni arme ni casier judiciaire. «Je suis détruite», «C'était un garçon bien avec un bel avenir», sanglote sa mère Leticia dans le cimetière où il est enterré, un portrait de James souriant dans les bras.

Pour son cousin Joe Arambulo, James est mort «pour rien», comme des dizaines de personnes tuées ces dernières années par «l'une des polices les plus létales» des États-Unis, comparé à des villes dix fois plus peuplées comme New York ou Los Angeles, selon la grande association américaine de défense des droits civiques ACLU. Les violences policières ont fait les gros titres à travers les États-Unis ces dernières années: à Ferguson, New York ou Baltimore entre autres, des hommes noirs sans armes ont été tués par des agents souvent blancs, déclenchant manifestations, voire émeutes. Loin de l'attention médiatique, dans le comté de Kern où se trouve Bakersfield, au moins 29 personnes sont mortes de tirs de policiers depuis 2013, d'après l'ACLU. Les familles de victimes en décomptent 38 sur la période dans toute la zone, 14 rien qu'en 2015.

Une année noire que l'avocat du comté, Mark Nations, qualifie «d'anomalie statistique», ajoutant que le shérif de Kern n'a pas eu à déplorer de décès lors d'interventions depuis. De son côté, la police de Bakersfield, à l'origine de quatre morts au moins depuis 2016, a refusé de répondre aux questions de l'AFP, citant une enquête en cours du procureur de Californie - après une enquête fédérale en 2003.

Les minorités particulièrement touchées

Dans un rapport accablant, l'ACLU dénonce un «schéma de recours excessif à la force» dans la région - tirs, passages à tabac, attaques de chiens - et d'intimidations, souvent «au-delà de ce qui était nécessaire, particulièrement sur des individus non armés» ou handicapés.

Le cas en 2016 d'un homme de 73 ans atteint de démence a particulièrement ému: il n'avait qu'un crucifix dans la poche que les policiers disent avoir pris pour une arme.

La majorité des personnes tuées ou blessées sont hispaniques ou noires tandis que la police de Bakersfield est à majorité blanche. Un petit nombre d'agents est lié à de multiples

incidents, d'après l'ACLU. L'un d'eux était ainsi présent lors de la mort de James De La Rosa et de deux autres victimes, Jorge Ramirez et Jason Alderman. Ce dernier a forcé la porte-fenêtre d'un fast-food avec un cric un soir d'août 2015. N'ayant pas trouvé d'argent, ce père de deux garçons, âgé de 29 ans, a fait demi-tour et s'appretait à sortir lorsqu'il a été touché par environ sept balles de policiers.

Ces derniers ont dit que M. Alderman avait levé son cric vers eux, confondu avec un fusil. Une vidéo de surveillance montre toutefois l'homme s'accroupissant pour passer par la porte-fenêtre lorsqu'il est propulsé en arrière par les coups de feu.

Jorge Ramirez avait 34 ans et cinq enfants lorsqu'il est mort il y a quatre ans, criblé de balles de policiers. Il était en liberté surveillée et avait accepté de jouer un rôle d'informateur pour amener des agents vers un suspect recherché. L'opération s'est terminée en bain de sang sur un parking.

C'est le far west

M. Ramirez n'avait pas d'arme et «s'attendait à ce que la police le protège, au lieu de cela ils l'ont tué», confie son père, «hanté» par

la mort de son fils, depuis sa maison où sont dressés trois autels à sa mémoire.

«C'est le far west» dans cette région en proie à «un forte consommation de méthamphétamine et une ségrégation économique» et «les forces de l'ordre ont l'habitude de s'en tirer», déplore Josth Stenner, militant de l'association de droits civiques «Faith in the valley». Les familles dénoncent un manque de transparence, des mois pour obtenir un rapport de police, des intimidations et aucune conséquence: les méthodes policières sont toujours jugées conformes lors d'enquêtes internes, comme dans la plupart des cas similaires aux États-Unis.

Leticia De La Rosa a passé un accord avec la ville et obtenu 400.000 dollars - en s'appuyant sur le fait qu'un policier avait joué avec le cadavre de James en le «chatouillant». La famille Alderman attend un procès en juillet et celle de Jorge Ramirez veut aussi «obtenir justice». Les polices du comté de Kern et de Bakersfield se disent prêtes à appliquer les réformes suggérées par le procureur.

En attendant, s'insurge Joe Arambulo, «il y a beaucoup de familles brisées».

AFP

Corée du Nord : le charbon est en rade, mais les affaires russes sont florissantes



A la pointe nord-est de la Corée du Nord, une barrière métallique de trois mètres de haut hérissée de fil barbelé est en première ligne des efforts de l'ONU pour interdire à Pyongyang d'exporter son charbon.

A cause des sanctions, une montagne de charbon nord-coréen qui aurait été jadis destiné à la Chine, s'empile derrière cette barrière dans le port de Rajin, tout près de la frontière chinoise et russe.

Mais deux millions de tonnes de charbon russe ont transité cette année sur le quai voisin, arrivant par train et repartant par bateau en Chine, grâce à l'opérateur portuaire russe RasonConTrans.

Ses activités sont spécifiquement exclues du champ des sanctions de l'ONU qui visent les programmes nucléaire et balistique nord-coréens.

Ce qui n'empêche que certains tentent de s'en servir pour les contourner, a expliqué à l'AFP le directeur adjoint de RasonConTrans, Roman Minkevitch.

"Ils nous demandent, mais on dit non, on ne fait pas ça". Il en veut pour preuve le charbon bloqué sur le quai d'à côté.

"La-bas, c'est du charbon nord-coréen, il est frappé de sanctions maintenant, alors il est toujours là", dit-il.

Il se refuse à préciser qui demande à sa société de tricher. "Des gens", dit-il. "Différentes personnes".

Le panel de spécialistes de l'ONU pour la Corée du Nord avait expliqué dans son rapport semestriel que Pyongyang s'était "délibérément servi de canaux indirects pour exporter des marchandises prohibées".

- Attirer les entreprises étrangères - Pendant des années, le charbon a rapporté gros à Pyongyang. La Chine, principal allié du Nord, en a importé 22 millions de tonnes en 2016 pour près d'1,2 milliard de dollars.

Pékin dit avoir cessé aujourd'hui. En revanche, les affaires de RasonConTrans sont florissantes.

Depuis qu'elle a commencé ses opérations en 2015, ses volumes ont doublé chaque année. L'entreprise vise les trois millions de tonnes en 2018, et au-delà cinq millions de tonnes.

Cela représente entre trois et six mouvements de bateaux par mois. Le quai peut accueillir des navires de 180 mètres de long, d'une capacité de 50.000 tonnes de charbon chacun, la plupart ayant pour destination Shanghai.

Sur la colline derrière la ville de Rajin, s'étale une raffinerie de pétrole désaffectée, initialement construite pour traiter le brut soviétique, à l'époque où le grand frère communiste fournissait à Pyongyang des matières premières peu coûteuses, voire gratuites.

Les habitants imputent la fermeture aux sanctions mais la raffinerie est à l'arrêt depuis des années, l'oisiveté de ses cheminées témoignant d'un rêve économique inachevé.

Deux larges statues de bronze du fondateur de la Corée du Nord Kim Il-Sung et de son fils et successeur, Kim Jong-Il, veillent sur Rajin.

Rajin est le port de la Zone économique spéciale (ZES) de Rason, ouverte par Pyongyang pour attirer les entreprises étrangères là où le pays isolé fait frontière commune avec les géants russe et chinois.

- Relations fraternelles -

Malgré les règles économiques plus souples qui y règnent, la localité est remplies des affiches de propagande qu'on

voit partout ailleurs en Corée du Nord.

A Rajin, le coût de la manutention portuaire est inférieure de 30 à 40% à celui des ports russes. Les Nord-Coréennes sont des grutières particulièrement douées, probablement à cause du soin qu'elles mettent à réaliser des tâches répétitives, note M. Minkevitch.

Les concurrents de RasonConTrans sur la côte Pacifique russe approchent également leurs capacités maximales. La Chine et des économies gourmandes en énergie mais pauvres en ressources comme le Japon, la Corée du Sud et Taïwan n'ont jamais trop du charbon extrait des vastes mines russes, poursuit M. Minkevitch.

Moscou et Pyongyang entretiennent de longue date des relations fraternelles. La photo d'une rencontre entre Kim Jong-Il et Vladimir Poutine à Moscou en 2001 trône dans le bureau de RasonConTrans.

La société, filiale de Russian Railways, est détenue à 30% par le port de Rajin.

Troisième contribuable de la ZES, l'entreprise emploie environ 300 Nord-Coréens et 110 Russes. Elle importe directement de Russie l'essentiel de ses besoins, comme le diesel pour ses générateurs.

Elle est quasiment totalement indépendante de l'alimentation électrique aléatoire nord-coréenne. D'après M. Minkevitch, la ZES est dans le noir environ 30% du temps.

Si certains aspects de la Corée du Nord lui rappellent l'ancienne Union soviétique, explique-t-il, travailler dans un pays soumis à de telles sanctions demeure une «expérience unique».

Il est difficile d'importer des pièces détachées et du matériel de construction et «il y a bien plus de paperasse». «C'est intéressant, mais c'est dur».

AFP

Coup d'envoi d'un méga exercice aérien par Washington et Séoul

■ La Corée du Sud et les Etats-Unis ont donné le coup d'envoi lundi à leur plus important exercice aérien conjoint à ce jour, manoeuvre qualifiée par le Nord de «provocation totale» quelques jours après le tir par Pyongyang d'un puissant missile.

L'exercice Vigilant Ace, qui concerne environ 230 avions, dont des chasseurs furtifs F-22 Raptor, et des dizaines de milliers de soldats, a commencé dans la matinée et doit durer cinq jours, selon l'armée de l'air sud-coréenne. La Corée du Nord a dénoncé par avance cette opération, accusant l'administration du président américain Donald Trump de «vouloir la guerre nucléaire à tout prix». Ce type de manoeuvres ne manque jamais de susciter la colère de Pyongyang qui les considère comme la répétition de l'invasion de son territoire. Les tensions montent d'un cran et le Nord se livre à ses propres exercices, y compris des tirs de missiles. Les manoeuvres conjointes sont organisées cinq jours après le tir par le Nord d'un missile balistique intercontinental (ICBM) capable de frapper selon lui n'importe quel site du territoire continental des Etats-Unis. Dans ce contexte de tensions, un influent sénateur américain, Lindsey Graham, a estimé que le spectre d'une «guerre préventive» se rapprochait.

«S'il y a un test nucléaire souterrain, il faudra se préparer à une réponse très sérieuse de la part des Etats-Unis», a mis en garde M. Graham sur la chaîne américaine CBS. Depuis 2006, le pays reclus a mené six essais nucléaires, dont le plus puissant en septembre. Lindsey Graham, un faucon en matière de politique étrangère, a déclaré que l'administration Trump avait pour stratégie "d'empêcher la Corée du Nord d'acquiescer la capacité de frapper les Etats-Unis avec un missile à tête nucléaire".

«Empêcher, cela veut dire une guerre préventive en dernier ressort. Cette prévention devient plus probable au fur et à mesure que leur technologie s'améliore. Chaque test de missile, chaque test souterrain d'une arme nucléaire veut dire que le mariage (d'un missile et d'une tête nucléaire, Ndlr) est plus probable», a ajouté le sénateur.

Guerre rhétorique

Ces propos font écho à ceux du conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, le général HR McMaster, qui a estimé que la probabilité d'une guerre avec la Corée du Nord «augmentait chaque jour».

«Nous sommes dans une course pour trouver une solution à ce problème», a dit le général McMaster.

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un a assuré que son pays était devenu un Etat nucléaire à part entière avec l'essai de l'ICBM Hwasong-15.

Le Nord affirme que l'ICBM peut transporter une «ogive lourde extra-large» n'importe où sur le territoire continental des Etats-Unis.

Les analystes estiment cependant vraisemblable que le Hwasong-15 transportait une tête factice très légère et que l'engin aurait eu du mal à parcourir une distance aussi grande avec une ogive nucléaire, beaucoup plus lourde.

Les analystes ne sont pas convaincus non plus que le Nord maîtrise la technologie nécessaire pour assurer la survie des ogives à l'échauffement qui se produit au moment de la rentrée dans l'atmosphère depuis l'espace.

Les programmes nucléaire et balistique de la Corée du Nord avancent à grand pas depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-Un en décembre 2011, malgré les multiples sanctions de l'ONU.

La crise entre le dirigeant nord-coréen et Donald Trump, qui en sont aussi à se lancer des insultes personnelles, alimente les craintes de nouveau conflit plus de 60 ans après la guerre de Corée (1950-53).

Cependant, certains jusque dans l'entourage de M. Trump soulignent que ses options militaires sont limitées, sachant que Pyongyang pourrait lancer un barrage d'artillerie contre Séoul, où vivent 10 millions de personnes à une cinquantaine kilomètres seulement de la frontière.

AFP

Affaire russe

Trump contre-attaque, l'enquête du FBI se rapproche

Donald Trump a lancé dimanche une violente contre-attaque contre le FBI, après son faux pas de la veille laissant entendre qu'il savait de longue date que son ancien conseiller à la sécurité nationale, inculpé dans l'affaire russe, avait menti à la police fédérale.



"Je n'ai jamais demandé à Comey d'abandonner l'enquête sur Flynn. Encore de fausses informations couvrant un autre mensonge de Comey", s'est défendu Donald Trump au petit matin, dans le premier d'une salve de tweets critiquant la police fédérale avec une virulence inédite pour un président américain.

Lors d'une audition sous serment début juin devant le Sénat, l'ancien directeur du FBI James Comey --brutalement limogé par le président-- avait affirmé que Donald Trump lui avait personnellement demandé d'enterrer l'enquête visant Michael Flynn.

Ce dernier a plaidé coupable vendredi d'avoir menti au FBI, plongeant le premier cercle de l'entourage de Donald Trump au coeur de l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur l'ingérence de Moscou dans la présidentielle américaine de 2016 et une possible entente entre l'équipe de l'homme d'affaires et le Kremlin.

Or dans un tweet qui a fait sensation, le président s'est exposé samedi à de graves soupçons d'entrave à la justice: "J'ai dû limoger le général Flynn parce qu'il a menti au vice-président et au FBI", a-t-il écrit, laissant entendre par patron

du FBI d'abandonner l'enquête. Cette formulation qu'il était au courant que ce dernier avait commis un délit quand il avait demandé, selon James Comey, au

Tenant de dédouaner le président, l'avocat personnel de Donald Trump, John Dowd, a ensuite affirmé aux médias que c'est lui qui avait rédigé ce message.

Mais la sénatrice démocrate Dianne Feinstein, membre de la puissante commission du Renseignement au coeur de l'enquête russe, n'a pas été convaincue par cet argument: "Je pense que ce qui est en train de se dessiner est un cas d'entrave à la justice", a-t-elle affirmé sur la chaîne NBC.

Les avertissements sont également venus des rangs mêmes des républicains. "Vous tweetez et commentez une enquête pénale en cours à vos risques et périls. Je serais prudent si j'étais vous, M. le président", a déclaré sur CBS le sénateur Lindsey Graham.

Réputation en lambeaux

Lançant la contre-offensive, Donald Trump s'est saisi avec ardeur de la nouvelle qu'un des principaux enquêteurs du FBI chargé du dossier russe --et précédemment de l'enquête sur les courriels de Hillary Clinton, classée sans suite-- avait été écarté de l'affaire

pour l'avoir critiqué dans des textos privés.

"Après des années de Comey, avec l'enquête bidon et malhonnête sur Clinton (et plus), à la tête du FBI, sa réputation est en lambeaux - la pire de l'Histoire! Mais n'ayez crainte, nous lui rendrons sa grandeur", a tweeté le président américain.

L'enquête sur les courriels de Hillary Clinton avait secoué la campagne présidentielle de 2016, motivant Donald Trump et ses supporters, dont Michael Flynn, à demander, aux cris de "Enfermez-la", qu'elle soit condamnée et emprisonnée. En vain.

"UN AGENT DU FBI ANTI-TRUMP A MENE L'ENQUETE CLINTON" Maintenant tout commence à s'expliquer", a encore asséné le président, à propos de cet enquêteur, Peter Strzok, l'un des plus expérimentés dans les services de contre-espionnage du FBI et qui a été écarté cet été. De quoi alimenter les demandes déjà pressantes de parlementaires républicains au Congrès qui réclament l'ouverture d'investigations sur les dysfonctionnements présumés de l'enquête Clinton.

Très haut responsable

Washington avait été secoué vendredi matin par la nouvelle que Michael Flynn avait plaidé cou-

pable notamment d'avoir menti sur ses conversations avec l'ambassadeur de Russie aux Etats-Unis puis accepté de coopérer avec la justice.

M. Flynn a surtout confirmé à l'accusation avoir ponctuellement agi sur les instructions d'un "très haut responsable" de l'équipe de transition présidentielle qui n'est autre, selon plusieurs médias américains, que Jared Kushner, gendre et proche conseiller de Donald Trump.

Puisqu'ils sont intervenus après la victoire de l'homme d'affaires en novembre 2016, ces contacts avec l'ambassadeur Sergueï Kisliak ne confortent pas la thèse d'une concertation entre Moscou et l'entourage du candidat pour influencer le scrutin.

Mais Michael Flynn pourrait fournir de nouvelles informations aux enquêteurs. D'autant que le chef d'inculpations relativement clément le visant laisse entendre, selon le sénateur démocrate Mark Warner, "que le général Flynn va devoir encore raconter de nombreuses histoires sur la campagne et la transition" jusqu'à l'investiture de Donald Trump le 20 janvier. "On n'en a pas fini", a-t-il affirmé sur CNN.

Et si Robert Mueller parvenait à prouver une collusion avec la

Russie ou une entrave à la justice, une procédure de destitution ne pourrait être exclue pour le 45e président des Etats-Unis.

Réforme fiscale éclipsée

Samedi, Donald Trump avait toutefois assuré n'être pas inquiet de ce que pourrait révéler Michael Flynn et réaffirmé qu'il n'y avait eu "aucune collusion".

Il avait alors bien tenté de maintenir l'attention sur la réforme fiscale adoptée la veille au Sénat, première grande victoire législative républicaine depuis son arrivée à la Maison Blanche. Mais ses déclarations et l'avalanche de tweets éclipsaient largement dimanche cette refonte historique du code des impôts. **AFP**

ONU

Les entreprises exhortées à contribuer à la lutte contre la pollution

L'ONU a exhorté dimanche le monde des affaires à jouer un plus grand rôle dans la réduction de la pollution.

Liu Jian, scientifique en chef au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a déclaré lors d'une conférence dimanche à Nairobi que le secteur privé pourrait lutter contre la pollution en adoptant des technologies vertes.

"Les entreprises font de leur mieux et se trouvent au stade initial. Ce qui est désormais nécessaire, c'est de créer des conditions favorables pour aider le secteur privé à réduire davantage la pollution dont il est responsable", a déclaré M. Liu lors d'un atelier à la veille de la 3ème session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE).

Le PNUE et les États membres ont déjà lancé une Alliance mondiale des entreprises pour l'environnement, dans l'espoir de mobiliser davantage d'appui du secteur privé pour lutter contre la pollution.

M. Liu a noté que les entreprises peuvent aider à réduire la menace de pollution en transformant les polluants en ressources grâce à des innovations.

Le secteur privé est bien placé pour trouver des solutions aux défis auxquels le monde est confronté et le PNUE peut jouer un rôle de catalyseur en facilitant les efforts visant à réduire la pollution, selon lui.

il a noté que de nombreuses entreprises adoptent des technologies vertes dans leurs pratiques commerciales, ce qui, selon lui, aiderait à réduire la pollution à sa source. **R. N.**

Venezuela

Maduro annonce la création d'une monnaie virtuelle

Le président socialiste vénézuélien Nicolas Maduro a annoncé dimanche la création du "Petro", une monnaie virtuelle basée sur les réserves de pétrole du pays, pour lutter contre le "blocus financier" des Etats-Unis.

"J'annonce que le Venezuela va mettre en place un nouveau système de cryptomonnaie basé sur ses réserves pétrolières. Le Venezuela va créer une cryptomonnaie, le Petro, pour progresser en matière de souveraineté monétaire, pour procéder à ses transactions financières malgré le blocus financier", a déclaré M. Maduro lors

de son émission télévisée hebdomadaire.

Outre le pétrole -dont le Venezuela détient les réserves les plus importantes de la planète- cette nouvelle monnaie virtuelle sera basée sur le gaz, les stocks d'or et de diamants, a indiqué le président. "Cela nous permettra d'avancer vers de nouvelles formes de financement international pour le développement économique et social du pays", a-t-il déclaré. Mis en difficulté par la chute des cours du pétrole, dont il tire 96% de ses devises, sanctionné par les agences de notation, le pays est acculé à restructurer une dette extérieure estimée

à environ 150 milliards de dollars par certains experts, alors que sa population souffre déjà de graves pénuries d'aliments et de médicaments, faute d'argent pour les importer. Le Venezuela et la compagnie pétrolière d'Etat PDVSA sont déjà considérés comme étant en défaut de paiement partiel par plusieurs agences de notation. Face à cela, Caracas accuse Washington de "persécution financière", auquel le président américain Donald Trump ayant imposé fin août des sanctions économiques au Venezuela. **AFP**

En reconnaissance d'un talent peu égalé

Le Théâtre de Constantine baptisé du nom de Mohamed Tahar Fergani

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi a procédé hier à Constantine à la baptismation du Théâtre régional de la ville au nom du défunt chantre du malouf, Mohamed-Tahar Fergani (1928-216).



La cérémonie officielle a été organisée à l'occasion de la relance du Festival international de Malouf et du premier anniversaire de la mort de l'artiste constantinois, qui a su se faire un style musical à part.

Mohamed Tahar Fergani, qui a toujours porté le malouf dans son cœur, est parvenu à donner à cette musique savante authentiquement algérienne une dimension internationale, selon leurs témoignages, recueillis par l'APS. Pour Karim Boudchiche, metteur en scène, cette initiative louable immortalisera le nom d'un artiste inégalable qui a contribué «à la configuration de la carte de la musique algérienne».

Faisant part de sa grande admiration pour Fergani, qui a toujours su épater ses auditeurs par sa voix qu'il maîtrisait avec une aisance exceptionnelle, la jeune réalisatrice, Chahinaz Naghouaz, a considéré que donner le nom de cet artiste à une importante institution culturelle de la ville du

Vieux rocher est en soi une reconnaissance envers celui qui n'a ménagé aucun effort pour préserver le patrimoine algérien authentique.

«Au cours de ma participation, en novembre dernier, à la 4^{ème} édition du Festival international des arts spontanés et théâtre pour enfant de la ville d'Assouan (Egypte), j'ai sciemment choisi comme fond musical pour mon spectacle *El Hakaouati*, la chanson *El Boughi* de Fergani», a-t-elle confié. «Pour moi, c'était la meilleure musique et la meilleure voix pour m'introduire auprès de mon public».

Mohamed Tahar Fergani, un acteur de théâtre

Hadj Smaïl, ex-directeur du TRC a considéré, pour sa part, que «nul ne peut faire fi de la contribution de Mohamed Tahar Fergani au service de l'art algérien», relevant : «Le rossignol de Cirta mérite d'être immortalisé en l'affichant sur un établisse-

ment culturel voué spécialement à la musique».

Selon le chercheur dans le domaine du théâtre et ancien responsable du service de la communication du TRC, Mohamed Gharnout, le rossignol de Cirta, passionné d'art dans toute sa diversité, n'a pas hésité à adhérer à plusieurs associations artistiques et théâtrales de la ville des Ponts.

«En 1947, Mohamed Tahar Fergani a pris part aux tournées de la troupe de Mohamed Salah Touache, comme flûtiste et chanteur, aux côtés d'acteurs connus à l'époque, Omar Benmalek et Abderrahmane Acheuk Youcef notamment», a déclaré M. Gharnout.

Il a ajouté qu'en 1952, le rossignol de Cirta avait également participé à une tournée avec la troupe théâtrale Asslia aux côtés d'El Hacen Bencheikh Lefgoune et Mohamed Touache.

Et de confier : «Fergani a campé des petits rôles dans des pièces théâtrales dont *Antar oua Abla* donnant la réplique à Rachid Kessentini», ajoutant

que «El Hadj avait côtoyé plusieurs associations théâtrales, les plus actives dans les années 1940, 1950 et 1960, dont *El Hilal*, *Al Badr*, *Alf leila oua leila*, *El Mizhar Qasantini* et *Al Nejma Kotbia*».

Des informations confirmées par le fils aîné de Hadj Mohamed-Tahar, Salim Fergani, qui a indiqué à l'APS détenir plusieurs photos des tournées de son père avec des troupes théâtrales.

Le Théâtre régional de Constantine, véritable oeuvre architecturale, dont le premier spectacle a été présenté en 1883, est l'un des plus prestigieux théâtres d'Algérie.

Les planches du théâtre, élevé en 1974 au rang de théâtre régional, a accueilli les plus grands artistes algériens et les plus célèbres prestations du 4^{ème} art avant de subir «un grand lifting» qui lui a permis de retrouver son lustre d'antan et de permettre aux artistes de la ville des Ponts et ses hôtes de donner libre cours à leur talent et créativité.

R. C.

Festival international du film d'Alger

Hommage à l'engagement de l'avocat humaniste Jean-Jacques de Félice

■ Le documentaire *Jean-Jacques de Félice, la passion de la justice*, un recueil de témoignages sur le parcours engagé de cet avocat humaniste français, a été projeté au public dimanche à Alger, en présence de son réalisateur français, Mehdi Lallaoui.

Ce film d'une durée de 55mn, a été projeté en compétition documentaire du 8^e Festival international du film d'Alger (Fica) dédié au film engagé qui a été inauguré vendredi.

Après *Le silence du fleuve* sur les massacres d'Algérien à Paris le 17 octobre 1961 et *Les massacres de Sétif, un certain 8 mai 1945*, Mehdi Lallaoui s'est intéressé au parcours militant de l'avocat Jean-Jacques de Félice (1928-2008) qui s'était fait connaître en défendant les militants du Front de libération nationale (FLN).

Dans ce documentaire, Ali Haroun, responsable de la Fédération de France du FLN témoigne de l'intervention de cet avocat français qui a sauvé quelques militants de la guillotine et qui avait également milité pour les droits des enfants algériens vivant dans les bidonvilles en France à la même époque.

Ce film montre les risques de cet engagement à une époque où Jean-Jacques de Félice était souvent confronté à des entraves administratives pour se rendre en Algérie et subissait parfois des menaces et des intimidations des forces armées.

Il revient également sur le travail colossal qu'il avait effectué aux côtés des indépendantistes en Nouvelle-Calédonie et à Tahiti en plus de son engagement avec l'abbé Pierre en faveur des mallogés et avec le mouvement des Objecteurs de conscience en France.

Cependant, ce documentaire se rapprochant plus du travail télévisuel souffre d'une absence de rythme et d'écriture et se contente de juxtaposer une multitude de témoignages sur les stations importantes du parcours militant de l'avocat avec de rudimentaires mises en scène et des images d'archives.

Plus tard dans la soirée, le long métrage, *En attendant les hirondelles*, du réalisateur Karim Moussaoui a été projeté en compétition de ce festival.

Inauguré vendredi, le 8^e Fica se poursuit jusqu'au 8 décembre à la salle El Mouggar avec au programme des documentaires comme *Kemtiyu Cheikh Anta* du Franco-Sénégalais Ousmane William Mbaye ou *Maman colonelle* du Congolais Dieudonné Hamadi.

Neufs longs métrages de fiction ont été retenus en compétition de ce festival dont *Era o hôtel Cambridge* de la Brésilienne Eliane Caffé, *Cuba Libre* du réalisateur cubain Jorge Luis Sanchez, ou encore *Battalion* du cinéaste russe Dmitri Meskhiev. Toutes les oeuvres projetées sont rediffusées le lendemain à la salle de la Cinémathèque d'Alger.

T. K.

4^{èmes} Journées nationales du court métrage

Human remporte le 1^{er} prix

Le court métrage *Human* (Humain), réalisé par Issam Taâchit de la wilaya de Batna, a remporté, samedi, tard dans la soirée, le premier prix des 4^{èmes} Journées nationale du court métrage de jeunes de Béchar.

L'oeuvre est dédiée au thème du «Vivre ensemble des humains» qui doivent s'accepter et ce, à travers une courte histoire de six minutes mêlant fiction et réalité et débordantes d'humanité, a précisé son réalisateur.

Human a été récompensé par plusieurs Festivals et rencontres internationales des courts métrages, notamment à Casablanca (Maroc), au Festival international du film

arabe d'Oran, au 5^{ème} Festival international du cinéma du Caire (Egypte) en plus d'une participation marquée au Festival annuel, Auburn International Film Festival à Sydney (Australie), où il décroche Best Film about de cette manifestation, signale le jeune réalisateur Issam.

Le jury de cette manifestation, qui a été organisée du 29 au 2 du mois en cours, a décerné les 2^{ème} et 3^{ème} prix à Farid Naoui et Ben Abdellah Mohamed, respectivement pour leurs oeuvres *Nos Souvenirs*, et *Dahniz* (Suspens).

Ces 4^{èmes} Journées nationales du court métrage, qui ont été marquées par la participation en compétition de 29 productions

cinématographiques, réalisées et produites par des jeunes cinéastes issus de 24 wilayas du pays, a été aussi un espace de formation pour les participants dans les techniques cinématographiques, notamment la direction de la prise de vue, le montage de films et la prise de son, grâce à l'apport bénévole de plusieurs professionnels locaux. Pour plusieurs participants à cette manifestation initiée par la Maison de la culture Mohamed-Kadi, la nécessité de la reconversion de ces journées en un véritable Festival national du court métrage est un moyen de donner un élan à cette rencontre cinématographique.

T. B.

PAROLES DE FEMMES

«Lors même que vous n'avez aucun motif d'être faux, il est très difficile de dire l'exacte vérité.»

George Eliot



FEMMES

ILS ONT DIT :

«L'exactitude n'est pas la vérité.»

Matisse

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Surprise ! Valérie Trierweiler parmi les VIP du concert de Carla Bruni



À l'occasion du seul concert parisien de Carla Bruni, de nombreuses personnalités ont fait le déplacement ce samedi soir au Trianon à Paris.

Nicolas Sarkozy, Nikos Aliagas et l'ex-première dame, Valérie Trierweiler.

Après Little French Songs en 2013, Carla Bruni a sorti son nouvel album French Touch le 6 octobre 2017. Un opus dans lequel la chanteuse revisite les grands standards internationaux de la chanson, avec la complicité de David Foster, le produc-

teur aux seize Grammy Awards ayant notamment collaboré avec Michael Jackson, Madonna, ou encore Beyoncé. Un album où l'ancien top-modèle reprend les mots et mélodies des plus grands artistes anglo-saxons, tels que que Abba, Dépêche Mode, The Clash, Willie Nelson ou encore les Rolling Stones. Autant de revisites que l'ancienne première dame est venue interpréter le 16 octobre dernier dans l'Appart de Gala.

Un répertoire que la chanteuse défend depuis plusieurs semaines sur de nombreuses scènes à l'étranger. Une tournée mondiale en cours au programme de laquelle n'a été prévue qu'une seule date parisienne programmée ce samedi 2 décembre au Trianon. Un concert auquel s'est rendu notre confrère de Paris Match, Benjamin Locoge. Ainsi a-t-on pu apprendre par sa plume que son mari Nicolas

Sarkozy est venu l'applaudir, mais aussi sa sœur Valérie Bruni Tedeschi, le chanteur Raphael, Nikos Aliagas, Florian Zeller et Marine Delterme et l'ex-première dame Valérie Trierweiler. Un concert où la plus Française des Italiennes a frappé «d'emblée de par une puissance vocale qu'on lui ne connaissait guère», écrit Benjamin Locoge, ajoutant : «Et c'est dans cette même veine qu'elle va s'efforcer pendant une heure et demie de montrer combien est elle désormais devenue une chanteuse». «Une vie d'artiste qui fera assurément l'objet de questions de la part de Valérie Trierweiler. Et pour cause, Carla Bruni a révélé il y a deux semaines sur le plateau d'On n'est pas couché qu'elle allait accorder une interview à l'ex-compagne de François Hollande pour Paris Match. Un tête-à-tête exceptionnel entre deux femmes qui se sont succédé à l'Elysée.

STRESS, MANQUE D'ÉNERGIE...



Faciles d'utilisation, en roll-on ou en flacon, les huiles essentielles possèdent de nombreuses vertus. Plurielles.fr vous explique comment procéder pour profiter de leurs bienfaits.

L'APPLICATION

Les huiles essentielles sont très concentrées et quelques gouttes suffisent pour qu'elles soient efficaces. Inutile donc d'en mettre beaucoup ! Une posologie claire est

généralement fournie avec chaque flacon ou roll-on pour une efficacité optimale.

Les huiles essentielles peuvent s'appliquer à la naissance du cou, sur le plexus solaire, sous les oreilles ou sur les poignets. Evitez soigneusement le contour des yeux et des lèvres qui pourraient être irrités.

POUR CALMER LE STRESS

Privilégiez le lavandin qui relaxe le corps et l'esprit, le géranium qui aide à retrouver un bon

Les bienfaits des huiles essentielles

équilibre nerveux, le romarin et la menthe des champs qui chassent les idées négatives. Pour un effet rapide, appliquez quelques gouttes de ces huiles sur le plexus solaire.

POUR UN RÉCONFORT RAPIDE

Si vous venez d'apprendre une mauvaise nouvelle ou que vous êtes en situation de choc, tournez-vous vers des huiles essentielles à base de composants qui vous apporteront un réconfort rapide.

La sauge sclérée aide à évacuer la pression, la verveine calme l'anxiété et la menthe

verte permet de se recentrer sur soi. Appliquez quelques gouttes à la naissance du cou, sous les oreilles ou sur les poignets.

POUR RETROUVER DE L'ÉNERGIE

Si vous manquez de vitalité, certaines huiles essentielles peuvent vraiment vous booster.

Le pamplemousse stimule et dynamise, l'eucalyptus oxygène le corps et la cannelle donne du tonus. Appliquez les huiles à base de ces composants sur les poignets ou en haut du cou.

BEAUTÉ

LES ASTUCES POUR AVOIR UNE PEAU ÉCLATANTE

Vous avez les yeux cernés et le teint brouillé ? Ne désespérez pas, vous pouvez retrouver une peau éclatante grâce à quelques astuces !

MISEZ SUR LES ANTIOXYDANTS

Vitamine C, bêta-carotène, polyphénols... Voilà autant d'antioxydants qui donnent bonne mine. Faites une petite cure intensive d'aliments qui en contiennent pendant 15 jours et vous verrez rapidement la différence ! Mangez deux kiwis chaque matin pour faire le stock de vitamines C en alternance avec du jus de

carottes pour sa forte teneur en bêta-carotène. Résultat : un teint plus frais et de jolies joues roses.

BUVEZ BEAUCOUP D'EAU

On l'oublie trop souvent mais l'eau est importante pour avoir une jolie peau. Elle n'aide pas seulement à éliminer en période de régime mais elle permet d'apporter souplesse et douceur à votre épiderme.

Autre avantage : en buvant beaucoup d'eau, vous ralentirez les effets du temps sur votre organisme et diminuerez les ridules. Buvez 1 litre et demi par jour pour ne pas

tomber dans la déshydratation. Vous éviterez ainsi l'effet "pomme frite".

PRATIQUEZ L'AUTO-MASSAGE

Se masser le visage quelques minutes par jour permet de relancer la circulation sanguine et rehausse le teint. En vous massant avec la crème d'énergie Nivea Q10, qui a pour avantage de réhydrater la peau en un temps record, vous raviverez d'autant mieux l'éclat de votre teint. Appliquez une noisette de crème sur le front et lissez-le avec la paume de votre main.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Directrice de la publication / Gérante Naïma MAHMOUDI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Championnats de France de Natation (petit bassin)/ 100m nage libre

Oussama Sahnoune en or

■ L'Algérien Oussama Sahnoune a été sacré champion de France sur 100m nage libre (petit bassin), signant un nouveau record d'Algérie avec un chrono de 46.42, dimanche soir à Montpellier lors de la clôture du championnat de France. Le sociétaire du Cercle des nageurs de Marseille (CNM), qui a réalisé à cette occasion les minima A de qualification aux prochains Championnats du monde en Chine, a devancé en finale les deux Français, Maxime Grousset (47.60) et Paco Pedroni Tom (47.98). L'ancien record d'Algérie de la spécialité était détenu par Nabil Kebab, depuis 2008 lors du Championnat de France Angers (46.93). Le natif de Constantine a ainsi décroché samedi la médaille d'or du 50 m nage libre, en battant le record d'Algérie (46.93). Le numéro 1 de la natation algérienne s'était déjà distingué jeudi en terminant à la 2e place de la finale du 100m papillon des Championnats de France en petit bassin, avec à la clé un nouveau record d'Algérie en 51.26. Sahnoune qui avait amélioré une première fois le record d'Algérie de cette spécialité (52.27) lors des séries disputées en matinée, a terminé à un peu plus d'une seconde du vainqueur de la finale, le Français Jeremy Stravius

Coupe d'Afrique des clubs champions de Basketball/(éliminatoires Zone 1)

2e victoire du GSP à Monastir

■ Le club de basket-ball algérien du GS Pétroliers a enregistré dimanche sa 2e victoire du tournoi de qualification (Zone 1) de la Coupe d'Afrique des clubs champions (messieurs), en battant cette fois-ci, son homologue libyen d'An-Nasr (89-60), mi-temps (45-34), lors de la 2e journée de la compétition qui se déroule du 2 au 7 décembre à Monastir (Tunisie). Les Pétroliers avaient entamé la compétition hier samedi, par une victoire devant l'autre club libyen en l'occurrence, Al-Ittihad (85-61). C'est la 2e défaite du club d'An-Nasr après celle concédée hier, devant l'US Monastir (47-91). Les champions d'Algérie, livreront demain lundi, leur 3e rencontre dans cette compétition devant les Marocains du MAS de Fès (15h00). Après une journée de repos (mardi), les équipes reprendront la compétition mercredi avec au menu le match entre le représentant algérien et l'US Monastir (17h30). Le dernier match opposera jeudi le GSP aux Marocains de l'AS Salé (15h00). Deux matches ont eu lieu ce dimanche qui ont vu les victoires de l'AS Salé devant l'US Monastir (93-89) et de l'Ittihad de Libye devant le MAS Fes (73-69). Le tournoi de qualification de la Zone 1 enregistre la participation de six équipes, à savoir le GS Pétroliers (Algérie), l'AS Salé et le MAS Fès (Maroc), Al-Ittihad et Al-Nasr (Libye) ainsi que l'US Monastir (Tunisie). La compétition se déroule sous forme de mini-championnat et les deux premiers au classement se qualifieront pour la phase finale. Huit clubs ont déjà composé leur billet pour le tournoi final de la Coupe d'Afrique des clubs champions 2017. Il s'agit d'Al Ahly du Caire (Egypte, tenant du titre), de l'ES Rades (Tunisie, organisateur), de City Oilers (Ouganda), de Kano Pillars et de Gombe Bulls (Nigeria), de Recreativo do Libolo et d'InterClube (Angola) ainsi que d'ASCUT (Madagascar).

Equipe nationale

Les Verts joueront des matchs de qualité en mars



La sélection nationale est courtisée depuis quelque temps pour jouer des matchs amicaux avant le Mondial qui aura lieu au mois de juin prochain. En effet, et ayant un jeu qui s'apparente à celui des sélections nord-africaines qualifiées pour le Mondial russe, certains des adversaires de ces équipes souhaitent leur donner la réplique pour pouvoir se préparer en conséquence. Ainsi, on apprend que les équipes d'Espagne, du Portugal et même de l'Uruguay souhaiteraient les affronter en amical au mois de mars prochain qui coïncide avec une date FIFA. Ces sélections auraient déjà prit attache avec les responsables de la FAF pour prendre un engagement, seulement ils n'ont

pas reçu pour le moment une réponse officielle et définitive étant donné que le dernier mot devrait revenir au sélectionneur national, Rabah Madjer qui devra donner son avis sur la question. Néanmoins, et selon des sources proches du coach des Verts, il ne serait pas contre le fait d'affronter une de ces sélections puisqu'il souhaite donner la chance aux joueurs de se frotter avec le haut niveau en ayant en face d'eux des éléments de qualité. Le manager général de la FAF, Hakim Meddane a confirmé l'information en annonçant que les Verts devraient jouer deux matchs amicaux dont un face à un mondialiste. "Nous avons déjà établi notre programme d'ici au mois de mai 2018 avec deux tests

amicaux lors des deux prochaines dates Fifa en mars et mai 2018, dont un face à un mondialiste alors que l'autre match sera face à un pays africain", a affirmé Medane. Le staff technique national compte mettre à profit les deux prochaines dates Fifa, d'autant que le prochain match officiel des Verts se jouera en septembre 2018, suite à la dernière décision de la Confédération africaine (CAF) de reporter les qualifications de la CAN-2019 de mars à septembre 2018 pour permettre aux cinq équipes du continent qualifiées pour le Mondial-2018 en Russie, en l'occurrence le Nigeria, le Sénégal, l'Egypte, la Tunisie et le Maroc de disputer des matchs amicaux de préparation à cette période. **Imad M.**

Handball / CAN-2018 (préparation)

L'équipe nationale en stage jusqu'au 14 décembre

La sélection algérienne de handball (seniors messieurs) a entamé dimanche à Alger un stage de préparation en vue du 23e Championnat d'Afrique des nations CAN-2018 (17-27 janvier) au Gabon. Pour ce stage qui s'étalera jusqu'au 14 décembre, le nouveau staff technique composé de Sofiane Hiouani et Mohamed Seghir Zinedine a fait appel à 23 joueurs dont huit du GS Pétroliers, six du CR Bordj Bou Arréridj et quatre du CRB Baraki. Les entraînements auront lieu à la salle Hassan-Moutchou d'Aïn-Bénian. Il s'agit du deuxième stage effectué sous la conduite du nouveau staff technique, après un premier regroupement qui s'est déroulé du 27 au 30

novembre. Pour permettre à la sélection nationale de préparer au mieux ce rendez-vous continental, la Fédération algérienne de handball (FAHB) a décidé de geler le championnat Excellence, dont la reprise est prévue après le Championnat d'Afrique.

Les coéquipiers de Messaoud Berkous (GS Pétroliers) prendront part à un tournoi amical prévu du 6 au 11 janvier prochain à Doha (Qatar) en présence du pays hôte, d'Oman et de l'Iran. Au Gabon, les Algériens ont hérité au premier tour de la Tunisie, du Cameroun, du Congo et du pays organisateur (poule A) alors que le groupe B est composé de l'Egypte (tenante du titre), du Maroc, de la

RD Congo, de l'Angola et du Nigeria.

Liste des joueurs convoqués : Abdallah Benmenni, Khelifa Ghedbane, Riad Chahbour, Messaoud Berkous, Réda Arib, Ahmed Boussaïd, Abderrahim Berriah, Loudj M'hamed (GS Pétroliers), Abderraouf Djellabi, Abdeldjalil Zennadi, Ayoub Abdi, Mustapha Hadj Sadok (CRB Baraki), Zoheïr Naïm, Walid Djerbouni, Redouan Saker (JSE Skikda), Abdenour Hammouche, Noureddine Hellal, Mouloud Bouriche, Latif Moufok, Abdelkader Mekhlouf, Mohamed Griba (CR Bordj Bou Arréridj), Lamine Rabir (HBC El Biar), Ayat Allah Khomeïni Hamoud (ES Ain Touta).

Athlétisme

La neige contraint l'EN de cross-country à écourter son stage

La sélection algérienne de cross-country a été contrainte dimanche à écourter de deux jours son stage de préparation au Centre national des sports et loisirs de Tikjda, en raison des fortes chutes de neige sur la région de Bouira et ses environs, selon l'entraîneur national Azeddine Sakhri. "Les conditions climatiques se sont tellement dégradées ces derniers jours que nous étions dans l'incapacité de poursuivre le travail.

Nous avons donc préféré arrêter", a expliqué Sakhri, avouant cependant que "malgré cet arrêt forcé, le programme de travail a été réalisé à plus de 90%". L'entraîneur national a ajouté avoir constaté "une nette amélioration" chez la plupart de ses athlètes qui, selon lui, ont même commencé à s'adapter à la méthode de travail de leurs nouveaux encadreurs techniques. La sélection algérienne de cross-country prépare les

Championnats d'Afrique de 2018, prévus au mois de mars à Chlef, et en prévision desquels elle va effectuer un autre stage de préparation, au mois de janvier, à Sétif.

"La région des Hauts-Plateaux est connue pour être aussi froide l'hiver que Bouira. Pour l'instant, nous avons programmé notre prochain stage à Sétif, mais si les conditions climatiques ne le permettent pas, nous serons obligés de le délo-

caliser ailleurs", a anticipé Sakhri, soucieux de mettre ses athlètes dans les meilleures conditions possibles.

Avant les Championnats d'Afrique de 2018, les internationaux algériens de cross auront disputé deux importantes épreuves sur le plan national, à savoir le Challenge national des Ziban, le 16 décembre à Biskra, puis le Challenge national de la Soummam, une semaine plus tard à Béjaïa.



Alger
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 18 °C



Oran
Ensoleillé
Min 13 °C
Max 17 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 15 °C

Egypte

Découverte de 27 statues fragmentées de la déesse Sekhmet

Une collection de 27 statues fragmentées de la déesse égyptienne à tête de lionne Sekhmet a été découverte près des colosses de Memnon à Louxor (centre), a annoncé dimanche le ministère des Antiquités. Cette découverte a eu lieu durant une fouille effectuée par une mission archéologique égypto-européenne, dans le cadre du projet de conservation du temple du roi Amenhotep III, l'un des plus importants pharaons de l'Égypte ancienne.

Les fouilles ont débuté le 7 novembre et duré jusqu'à la fin du mois, a indiqué à la presse Hourig Sourouzian, qui dirige la mission.

Selon Mostafa Waziri, secrétaire général du Conseil suprême des Antiquités, certaines statues représentent la déesse Sekhmet «assise sur le trône, tenant le symbole de la vie dans sa main gauche, ou debout et tenant le sceptre de papyrus devant sa poitrine», a indiqué le communiqué du ministère.

«L'état de conservation des statues est variable», a précisé M. Sourouzian. Certaines, trouvées dans les couches supérieures de la terre, sont en bon état. Ces statues sont sculptées dans le granite noir et mesurent parfois jusqu'à deux mètres, selon Mostafa Waziri.

Déesse lionne personnifiant la chaleur destructrice du soleil, Sekhmet était redoutée par ses ennemis pour sa puissance dévastatrice.

La mission dirigée par Hourig Sourouzian a découvert à ce jour 287 statues de Sekhmet depuis le début des fouilles en 1998.

Louxor, ville d'un demi-million d'habitants sur les rives du Nil en Haute-Egypte, abrite les restes archéologiques de l'antique capitale égyptienne de Thèbes.

Y. L.

France

Grève d'éboueurs pour revendiquer une augmentation des salaires

Plusieurs centaines d'éboueurs et agents de la propreté de Paris ont entamé lundi un mouvement de grève, bloquant des garages de bennes pour revendiquer une augmentation des salaires, a annoncé une source syndicale.

Quelque 400 grévistes ont commencé aux premières heures à bloquer quatre garages sur six pour empêcher les bennes de sortir, a indiqué la CGT-FTDNEEA (Filière traitement des déchets eaux égouts assainissement) à l'origine du mouvement, cité par l'AFP.

Les deux usines de retraitement de déchets, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) et Romainville (Seine-Saint-Denis), sont également bloquées par des piquets de grève, selon Régis Viéceli, secrétaire général de cette branche de la CGT qui a fait scission en mai de la CGT-Nettoyement de la Ville.

Des éboueurs mais également des égoutiers, fossoyeurs, agents techniques ou encadrants des directions de la propreté ou des espaces verts poursuivent le mouvement visant à demander l'«ouverture de négociations sur le déroulement de carrière» des agents et leurs points indiciaires.

K. M.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

L'EURO FLAMBE



Adrar

Reddition de deux terroristes



Deux terroristes se sont rendus hier aux autorités sécuritaires d'Adrar, en possession d'armes et de munitions, indique le ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts de qualité fournis par les forces de l'Armée nationale Populaire, deux terroristes se sont rendus, ce matin du 4 décembre 2017, aux autorités sécuritaires relevant du Secteur militaire d'Adrar/3^{ème} Région militaire», précise la même source. «Il s'agit de M. Othmane et A. Ali qui étaient en possession d'un fusil mitrailleur FMPK avec un canon, un chargeur et une caisse à bande de munitions, un fusil à répétition, quatre chargeurs de la mitrailleuse lourde de type Dictariov, cinq terminaux de communication ainsi qu'une quantité de munitions s'éle-

vant à 3 225 balles». «Ces résultats s'inscrivent dans la dynamique des efforts soutenus de l'Armée nationale populaire et des différents services de sécurité pour extirper le fléau du terrorisme de notre pays et faire prévaloir la sécurité et la quiétude à travers toute l'Algérie» conclut le communiqué. Par ailleurs, deux terroristes ont été abattus et 34 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, alors que deux autres terroristes se sont rendus aux autorités militaires au cours du mois de novembre, selon un bilan des opérations de l'Armée nationale populaire (ANP).

Les opérations des éléments de l'ANP, qui s'inscrivent dans le cadre de la lutte antiterroriste, la sécurisation des frontières, de la lutte contre le crime organisé et l'immigration clandestine, se sont soldées également par la reddition de deux terro-

ristes et la détection et la destruction de 13 casemates pour terroristes et d'armes.

Ces mêmes unités ont découvert et détruit deux ateliers de fabrication d'explosifs, a précisé la même source, ajoutant que sept lance-roquettes de type (RPG7), 413 obus, 26 kalachnikovs, deux mitrailleuses lourdes de calibre 12,5 mm, une mitrailleuse de type PKT, 33 fusils de différents types, 33 chargeurs garnis et sept bandes à munitions ont été récupérés.

Les éléments de l'ANP ont récupéré également 17 719 cartouches de différents calibres et détruits 41 bombes de fabrication artisanales et quatre mines. Par ailleurs, les éléments de l'ANP ont arrêté 195 contrebandiers, 55 trafiquants de drogue et saisi 36,4 quintaux de kif traité et 855 012 unités de psychotropes.

Un total de 107 orpailleurs et 2 233 migrants clandestins ont été interpellés tandis que 15 autres ont été sauvés en pleine mer, a relevé la même source, ajoutant que 141 899 litres de carburants, 44,95 tonnes de denrées alimentaires, 34 716 de produits pyrotechniques ont été saisis et 53 marteaux piqueurs et 72 groupes électrogènes ont été récupérés.

Reda A.

Bouira

Démantèlement d'un réseau de vol de véhicules

Un réseau spécialisé dans le vol de véhicules, composé de sept personnes, a été démantelé et un faux monnayeur a été arrêté ces deux derniers jours par les services de sécurité dans la wilaya de Bouira, a-t-on appris hier des services de la Sûreté de wilaya.

L'opération de démantèlement de ce réseau de vol de véhicules a été menée avec succès suite à une plainte de vol de véhicule déposée par un citoyen d'Ouled Bouchia (Bouira), selon les détails fournis par la cellule de communication de la Sûreté de la wilaya.

Une enquête a depuis été lancée par les services de la police judiciaire qui ont réussi à mettre la main quelques jours après sur tous les éléments formant ce réseau dont une jeune fille, âgés entre 24 et 47 ans, a ajouté la même source.

Des quantités de drogue ont été également saisies lors de cette opération d'arrestation, qui a permis aussi de mettre fin à un des éléments du réseau d'escroquerie dans la ville de Bouira, a ajouté la cellule de communication de la Sûreté de la wilaya de Bouira.

Par ailleurs, les services de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) ont eux aussi réussi à arrêter un faux-monnaieur sévissant dans la ville de Bouira. Le mis en cause est le R. DJ âgé de 42 ans et originaire de la localité périurbaine de Saïd Abid. Cet individu est spécialisé dans la fabrication de faux billets de 500, 1 000 et 2 000 dinars.

L'accusé a été mis sous mandat de dépôt après sa présentation devant le procureur de la République près le tribunal de Bouira, a précisé la même source.

K. M.

ACTU...

Aïn Témouchent

Un organisateur d'opérations d'émigration clandestine arrêté

Les éléments de la Brigade recherche et intervention relevant de la sûreté de wilaya de Aïn Témouchent ont arrêté un passeur et organisateur d'opérations d'émigration clandestine ainsi que ses quatre acolytes, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication de ce corps constitué.

Agissant sur informations faisant état de la présence d'une personne originaire de la wilaya de Aïn Témouchent qui planifiait et organisait des opérations d'émigration clandestine vers les côtes européennes, les policiers ont enclenché leurs investigations sur cet individu qui entretenait des contacts avec d'autres personnes des wilayas de l'est et du centre du pays en vue d'organiser des voyages clandestins à partir de la plage Châat El Hilal, dans la wilaya de Aïn Témouchent.

Il exigeait une somme de 100 000 DA pour chaque candidat à l'émigration clandestine.

Les investigations ont permis d'arrêter le mis en cause, âgé de 30 ans, ainsi que sept harraga venus du centre et de l'est du pays.

Les autres membres de ce réseau criminel ont été aussi identifiés. Il s'agit de quatre acolytes dont un accusé d'avoir acheté une embarcation semi-zodiac pour un montant de 600 000 DA et qui devait servir au transport de ces candidats à l'émigration clandestine.

Les éléments de la BRI ont récupéré un montant de plus de 573 000 DA devant servir à l'acquisition des matériels d'embarquement.

Les cinq mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt par le tribunal de Aïn Témouchent, a-t-on précisé de même source.

R. N.

Oran

Saisie de 82 grammes de cocaïne

Les éléments de la Sûreté de la wilaya d'Oran ont procédé à la saisie de 82 grammes de cocaïne et arrêté un narcotrafiquant, a-t-on appris lundi de la cellule de communication de ce corps constitué.

Les éléments de la brigade antidrogue ont pu arrêter le mis en cause, âgé de 37 ans, en possession de 82 grammes de cocaïne et d'une somme de plus de 2,12 millions de DA, représentant les revenus de la vente de cette drogue dure ainsi que deux armes blanches.

L'arrestation est intervenue, selon la même source, sur la base d'informations parvenues sur les activités de cet individu arrêté. Un plan a été mis en place et abouti à son interpellation et la saisie dans son domicile, de cette quantité de drogue, de la somme d'argent et des deux armes blanches saisies.

Une procédure judiciaire a été engagée contre le mis en cause pour être déferé devant la justice, a-t-on ajouté de même source.

R. B.